

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME ALGÉRIEN

Tebboune ordonne l'élaboration d'un plan d'action

L'Algérie affiche sa volonté de faire du tourisme un véritable levier de diversification économique, de création d'emplois et de valorisation du patrimoine national. À travers les orientations données par le président de la République, une nouvelle feuille de route est en cours d'élaboration afin de moderniser le secteur, renforcer son attractivité et offrir aux Algériens comme aux visiteurs étrangers une expérience touristique à la hauteur des immenses potentialités du pays. P 3



PARTICIPATION ALGÉRIENNE AUX SALONS ÉCONOMIQUES À L'ÉTRANGER

Le ministre Rezig se félicite des résultats enregistrés

Les efforts déployés pour renforcer la présence des entreprises algériennes sur les marchés internationaux commencent à porter leurs fruits. Les participations aux salons et foires économiques à l'étranger se traduisent désormais par des contrats, des partenariats et l'ouverture de nouveaux débouchés, confortant la stratégie de diversification des exportations hors hydrocarbures engagée par les pouvoirs publics.

P 2

MARCHÉ GAZIER ESPAGNOL AU PREMIER SEMESTRE 2026

L'Algérie conserve la première place

Au cours des six premiers mois de 2026, l'Algérie a conforté sa position de leader sur le marché gazier espagnol en augmentant ses livraisons. Malgré un environnement énergétique international marqué par de fortes tensions géopolitiques, elle a confirmé son statut de premier fournisseur de gaz de l'Espagne. Avec près de 34 % des importations espagnoles de gaz, le pays devance les États-Unis et la Russie, consolidant ainsi son rôle de partenaire énergétique stratégique de Madrid.

P 5

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE

L'OPEP maintient des prévisions favorables pour 2026 et 2027

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) maintient une vision globalement optimiste de l'évolution du marché pétrolier mondial, malgré un contexte marqué par les incertitudes géopolitiques et les fluctuations des cours. Dans son rapport mensuel publié lundi, l'organisation prévoit une poursuite de la croissance de la demande mondiale de pétrole en 2026 et une accélération plus marquée en 2027, soutenue par la résilience de l'économie mondiale et la vigueur des économies émergentes.

P 5

PRÉVENTION CONTRE
LES INCENDIES DE FORÊT

Poursuite des campagnes de sensibilisation à travers les différentes wilayas du pays P 2

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À
EFFET DE SERRE ET DE MÉTHANE

Sonatrach et ICA Finance explorent de nouveaux partenariats P 5

LUTTE CONTRE LES INTOXICATIONS
ALIMENTAIRES

9 000 brigades mobilisées à travers le pays P 3

LE MINISTRE DU COMMERCE
EXTÉRIEUR REÇOIT UNE
DÉLÉGATION DE LA
PROVINCE CHINOISE DU
HENAN

Les moyens de
renforcer le
partenariat examinés

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a examiné, hier à Alger, avec une délégation officielle de la province de Henan (République populaire de Chine), les voies et moyens de renforcer le partenariat économique et commercial et d'encourager l'établissement de partenariats entre les opérateurs économiques des deux pays, indique un communiqué du ministère. La rencontre, tenue au siège du ministère en présence d'une délégation chinoise, présidée par la vice-gouverneure de la province de Henan, Mme Zhang Min, a permis de passer en revue l'état et les perspectives de la coopération économique et commerciale entre l'Algérie et la Chine, notamment avec la province de Henan. A cette occasion, les deux parties ont examiné les mécanismes de promotion des échanges commerciaux et les moyens d'encourager les opérateurs économiques à nouer des partenariats fructueux, en vue de diversifier et de renforcer ces échanges. Elles ont également souligné l'importance d'intensifier les contacts entre les milieux des affaires en Algérie et dans la province de Henan, ainsi que d'explorer de nouvelles opportunités de coopération dans les secteurs d'intérêt commun, au service des intérêts mutuels et du renforcement des relations économiques algéro-chinoises.

R E.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Versement des
allocations de
scolarité aux
bénéficiaires dont les
recours ont été
acceptés

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a annoncé, lundi dans un communiqué, que le versement des allocations spéciales de scolarité aux bénéficiaires dont les recours ont été acceptés, interviendra dès l'achèvement des procédures réglementaires en vigueur en la matière, selon le cas. "Les citoyens remplissant les conditions d'éligibilité ont bénéficié du versement de l'allocation spéciale de scolarité sur leurs comptes courants postaux le 30 juin dernier, dans l'ensemble des wilayas du pays", a rappelé la même source. A cet égard, et en application des instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, il a été décidé de "poursuivre l'examen des recours et des doléances des citoyens jusqu'au 22 juillet courant, les services de l'Agence de développement social (ADS), étant chargés de verser les allocations spéciales de scolarité aux bénéficiaires dont les recours ont été acceptés, dès l'achèvement des procédures réglementaires en vigueur en la matière, selon le cas", conclut le communiqué.

APS

PARTICIPATION ALGÉRIENNE AUX SALONS ÉCONOMIQUES À L'ÉTRANGER

Le ministre Rezig se félicite
des résultats enregistrés

Les efforts déployés pour renforcer la présence des entreprises algériennes sur les marchés internationaux commencent à porter leurs fruits. Les participations aux salons et foires économiques à l'étranger se traduisent désormais par des contrats, des partenariats et l'ouverture de nouveaux débouchés, confortant la stratégie de diversification des exportations hors hydrocarbures engagée par les pouvoirs publics.

Par Z R.

C'est dans ce contexte que le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, hier à Alger, une réunion d'évaluation avec les exportateurs ayant pris part aux différentes manifestations économiques organisées à l'étranger au cours du second semestre de l'année. Cette rencontre a permis de dresser un bilan des participations algériennes et d'évaluer leurs retombées sur le développement des exportations nationales. À cette occasion, le ministre s'est félicité des résultats enregistrés par les opérateurs économiques, soulignant que leur présence dans les salons internationaux a largement contribué à promouvoir le produit algérien et à renforcer sa visibilité sur les marchés extérieurs. Selon lui, ces participations ont

débouché sur l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux ainsi que sur la conclusion de contrats et de partenariats jugés prometteurs, confirmant la compétitivité croissante des produits nationaux et la capacité des entreprises algériennes à répondre aux exigences des marchés internationaux. Pour Kamel Rezig, ces performances traduisent l'efficacité de la démarche adoptée par son département dans l'accompagnement des exportateurs. Une démarche qui s'inscrit dans la mise en œuvre des orientations du président de la République visant à accélérer la diversification des exportations hors hydrocarbures, à améliorer la compétitivité de l'économie nationale et à accroître la présence des produits algériens sur les marchés internationaux. Le ministre a, dans ce cadre, invité les opérateurs à poursuivre leurs efforts en exploitant plei-

nement les opportunités offertes par les foires et salons spécialisés, considérés comme des plateformes privilégiées de prospection commerciale, de mise en relation avec les acheteurs internationaux et de conquête de nouveaux marchés. La rencontre a également permis aux exportateurs de faire part de leurs observations et de leurs préoccupations liées à leur expérience sur les marchés extérieurs, dans le but d'améliorer davantage les dispositifs d'accompagnement et de soutien mis en place par les pouvoirs publics. En clôture des travaux, Kamel Rezig a réaffirmé l'engagement de son département à poursuivre l'accompagnement des entreprises exportatrices à travers un soutien permanent, une écoute des préoccupations des opérateurs et la mise en œuvre des mesures de facilitation nécessaires au renforcement de leur présence à l'international.

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre Zerrouki préside une réunion du CLDT

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé, lundi, les travaux de la réunion du Comité de liaison de la Dorsale transsaharienne à fibre optique (CLDT), indique un communiqué du ministère. La réunion, qui s'est déroulée en présence des représentants des pays partenaires du projet et des responsables des organismes et institutions nationales concernés, a constitué "une étape importante pour évaluer l'état d'avancement de la réalisation de ce projet stratégique,

examiner les aspects techniques et organisationnels y afférents, ainsi que les moyens de renforcer la coordination et la coopération entre les différentes parties prenantes afin d'atteindre ses objectifs dans les meilleures conditions", précise le communiqué. A cette occasion, M. Zerrouki a souligné que le projet de dorsale transsaharienne à fibre optique constitue "l'un des principaux projets d'interconnexion numérique du continent africain", grâce à une infrastructure moderne permettant d'améliorer les services de télécommunications

et de renforcer les flux de données entre les pays concernés, contribuant ainsi au développement socioéconomique, tout en accompagnant la transformation numérique que connaît la région". Le ministre a également assuré que ce projet "incarne l'esprit de coopération et de solidarité entre les pays africains et reflète la volonté commune de bâtir un espace numérique intégré, capable de réduire la fracture numérique et de renforcer l'intégration régionale", réitérant "l'engagement de l'Algérie à poursuivre son soutien aux initiatives

visant à développer les infrastructures numériques et à renforcer le partenariat africain dans le domaine des technologies de l'information et de la communication". L'accent a été mis, lors de cette réunion, sur "la nécessité de poursuivre les efforts conjoints, afin d'assurer le parachèvement des différentes phases du projet et d'optimiser sa contribution au renforcement de l'interconnexion numérique et du développement durable dans la région", conclut le communiqué.

APS

PRÉVENTION CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

Poursuite des campagnes de sensibilisation à travers
les différentes wilayas du pays

Les campagnes de sensibilisation visant à renforcer la prévention contre les incendies de forêt et des récoltes agricoles se poursuivent à travers les différentes wilayas du pays, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Ces campagnes, menées en exécution des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, sont supervisées par les autorités locales et les services de la Protection civile, avec la participation des différents secteurs et organismes concernés, afin de "limiter les causes des incendies et d'ancrer les comportements préventifs chez les citoyens", précise la même source.

Ces actions comprennent l'organisation de journées d'information et de rencontres de proximité, ainsi que des actions de sensibilisation sur le terrain au profit des agriculteurs, des habitants des zones forestières et des visiteurs des espaces naturels, au cours desquelles des conseils et des orientations y sont fournis concernant les moyens de prévention des incendies ainsi que les mesures à suivre pour éviter leur déclenchement ou limiter leur propagation. Dans cette optique, ajoute le communiqué, les opérations de distribution de dépliants et d'affiches de sensibilisation sont intensifiées, et divers moyens d'information et de communication ainsi que les réseaux sociaux sont également exploités afin de dif-

fuser les messages de prévention, tout en insistant sur l'importance de signaler immédiatement tout incendie ou tout comportement susceptible d'en provoquer, afin de favoriser une intervention rapide et de limiter les dégâts. Ces campagnes s'inscrivent dans le cadre de "l'approche préventive" adoptée par les pouvoirs publics, visant à faire du citoyen "un partenaire essentiel dans la protection de la richesse forestière et des récoltes agricoles, ainsi que dans le renforcement de la conscience collective quant à l'importance de préserver les ressources naturelles et les biens, en sus de renforcer la sécurité alimentaire du pays", conclut le communiqué.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME ALGÉRIEN

Tebboune ordonne l’élaboration d’un plan d’action

L’Algérie affiche sa volonté de faire du tourisme un véritable levier de diversification économique, de création d’emplois et de valorisation du patrimoine national. À travers les orientations données par le président de la République, une nouvelle feuille de route est en cours d’élaboration afin de moderniser le secteur, renforcer son attractivité et offrir aux Algériens comme aux visiteurs étrangers une expérience touristique à la hauteur des immenses potentialités du pays.

Par Réda Hadi

Lors d’une réunion du Conseil des ministres, le président de la République a chargé la ministre du Tourisme d’élaborer un plan d’action global et opérationnel consacré au développement du tourisme national et à la promotion du tourisme intérieur. Cette stratégie vise en priorité à permettre aux familles algériennes de profiter davantage des richesses naturelles et culturelles du pays, tout en consolidant la place de l’Algérie sur la carte des grandes destinations touristiques régionales. Les orientations présidentielles mettent l’accent sur la valorisation de toutes les formes de tourisme. Le tourisme balnéaire demeure naturellement un axe majeur grâce aux quelque 1 600 kilomètres de côtes méditerranéennes dont dispose le pays. Toutefois, la stratégie nationale ne se limite pas au littoral. Les montagnes, les forêts, les stations thermales, les sites archéologiques et surtout le Sahara figurent parmi les priorités de développement. Cette diversification doit permettre d’étendre la saison touristique tout au long de l’année et de répartir les flux de visiteurs sur l’ensemble du territoire. Le Sahara algérien constitue à cet égard un atout exceptionnel. Avec ses paysages grandioses, ses oasis, ses massifs montagneux, son patrimoine culturel et ses traditions ancestrales, il attire un nombre croissant de visiteurs en quête d’authenticité. Afin de faciliter l’accès à cette destination, l’Algérie a mis en place ces dernières années plusieurs mesures d’as-

souplissement, notamment la délivrance du visa à l’arrivée dans les aéroports du Sud pour certaines catégories de visiteurs, simplifiant ainsi les procédures d’entrée et renforçant l’attractivité des circuits sahariens. Le développement des compétences constitue également un pilier essentiel de cette stratégie. Le président de la République a insisté sur le renforcement de la formation et de la spécialisation dans les métiers du tourisme. L’objectif est de disposer d’un personnel qualifié capable d’assurer des prestations conformes aux standards internationaux dans les domaines de l’hôtellerie, de la restauration, du guidage touristique, de l’animation et de la gestion des établissements. L’amélioration de la qualité de service apparaît aujourd’hui comme un facteur déterminant pour fidéliser les visiteurs et améliorer l’image de la destination Algérie. Parallèlement, les investissements se poursuivent dans les infrastructures touristiques. La modernisation des établissements hôteliers, la réalisation de nouveaux complexes, l’amélioration des réseaux de transport, la numérisation des services de réservation et la promotion des partenariats avec les opérateurs privés figurent parmi les actions engagées pour renforcer la compétitivité du secteur. Les autorités encouragent également les initiatives locales afin de développer le tourisme rural, l’écotourisme et les circuits culturels, permettant aux populations locales de bénéficier directement des retombées économiques. La promotion de l’image de l’Algérie constitue un autre axe stratégique. Le chef de

l’État a insisté sur la nécessité d’exploiter l’ensemble des potentialités touristiques du pays à travers une meilleure coordination entre les différents secteurs concernés. Cette approche vise à mettre en valeur la richesse civilisationnelle, historique et culturelle de l’Algérie, héritière de plusieurs millénaires d’histoire, depuis les sites préhistoriques du Tassili jusqu’aux cités antiques classées au patrimoine mondial, en passant par les médinas, les ksour et les traditions artisanales. En misant sur la qualité, la formation, la valorisation du patrimoine et l’amélioration continue des conditions d’accueil, l’Algérie entend inscrire durablement le tourisme parmi les moteurs de son développement économique tout en offrant aux familles algériennes l’opportunité de redécouvrir les richesses d’un territoire aux multiples facettes. Par ailleurs, s’agissant de l’allocation touristique, le Conseil des ministres a décidé, lors de sa réunion, que celle-ci sera désormais versée, à titre provisoire, par le biais d’une carte bancaire et non plus en espèces. Cette mesure vise à mettre un terme aux dépassements constatés et à mieux encadrer l’utilisation des devises. « Concernant l’exposé sur l’allocation touristique, et compte tenu des dépassements graves ayant entraîné une hémorragie de devises sans que les personnes concernées ne bénéficient de l’allocation touristique, il a été décidé, à titre provisoire, que cette allocation sera versée par le biais de la carte bancaire, et non plus en espèces, afin de mettre un terme aux dépassements constatés », précise le communiqué du Conseil des ministres.

NUMÉRIQUE, START-UP ET COOPÉRATION RÉGIONALE
Les orientations du président de la République

Réuni dimanche sous la présidence du chef de l’État, Abdelmadjid Tebboune, le Conseil des ministres a adopté une série de décisions portant sur la numérisation de l’administration, le développement de l’écosystème des start-up, la coopération avec le Niger et le Tchad, ainsi que le renforcement des relations avec les États-Unis. Dans le domaine de la transformation numérique, le président de la République a fixé un délai maximal d’un mois pour achever l’interconnexion entre les différents secteurs de l’État grâce à l’exploitation du Centre national des données (Data Center). Cette mesure vise à accélérer la numérisation des services publics, à renforcer l’intégration entre les administrations et à élargir les prestations offertes aux citoyens. Concernant les start-up, le chef de l’État a ordonné de poursuivre le soutien à la dynamique enregistrée ces dernières années et d’associer davantage le secteur privé au financement des projets innovants, notamment dans les secteurs à fort potentiel. Il a également salué le modèle algérien de développement des start-up, estimant qu’il suscite un intérêt croissant en Afrique et à l’international grâce à sa contribution à la diversification économique et à la valorisation des compétences nationales. Sur le plan de la coopération régionale, le président Tebboune a chargé le ministre d’État, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, de superviser une commission sectorielle chargée du suivi des projets de coopération conclus avec le Niger et le Tchad. L’objectif est d’accélérer la concrétisation des projets convenus, notamment dans le domaine de la production d’électricité, afin de renforcer l’intégration économique et le développement commun dans la région. Enfin, le chef de l’État a instruit les ministres des Affaires étrangères, de l’Intérieur et des Sports de préparer un accord de jumelage entre les villes de Tipaza et de Kansas City (États-Unis). Cette initiative intervient en reconnaissance de l’accueil réservé à la délégation officielle et aux supporters algériens lors de la Coupe du monde 2026 et s’inscrit dans la volonté de consolider les relations algéro-américaines. Par ailleurs, le Conseil des ministres a décidé, à titre provisoire, que l’allocation touristique sera désormais versée par carte bancaire et non plus en espèces, afin de mieux encadrer son utilisation, de préserver les réserves en devises et de lutter contre les abus constatés.

Synthèse R.E.

LUTTE CONTRE LES INTOXICATIONS ALIMENTAIRES
9 000 brigades mobilisées à travers le pays

Par Selma R.

Les services du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national renforcent leur dispositif de contrôle durant la saison estivale afin de préserver la santé des consommateurs. Face à la hausse des températures et à l’intensification de l’activité commerciale, notamment dans les régions côtières, 9 000 brigades de contrôle ont été mobilisées à travers le territoire national pour veiller au respect des règles d’hygiène, de conservation des produits alimentaires et de protection du consommateur. Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la Radio nationale, Mohamed Mezghache, directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce, a indiqué que ce dispositif est appuyé par 187 inspections territoriales dont les horaires ont été adaptés à la période estivale. « En été, l’activité commerciale se poursuit jusque tard dans la soirée. Nos équipes ont donc réorganisé leurs sorties pour assurer une pré-

sence effective sur le terrain », a-t-il expliqué. Une attention particulière est accordée aux 14 wilayas côtières qui accueillent un important afflux de vacanciers. Les contrôles ciblent notamment les marchés, les restaurants, les fast-foods, les glaciers et tous les commerces proposant des produits sensibles aux fortes chaleurs. Selon le responsable, le non-respect des règles d’hygiène demeure l’infraction la plus fréquemment constatée. Insistant sur l’importance de la prévention, Mohamed Mezghache a rappelé que « le consommateur est le véritable contrôleur par excellence. Il doit refuser d’acheter un produit dont les conditions d’exposition ou de conservation lui paraissent douteuses ». Il recommande également d’éviter les produits périssables exposés au soleil, de respecter la chaîne du froid et de laver soigneusement les fruits et légumes avant leur consommation, précisant que de nombreuses intoxications sont liées aux conditions de manipulation et de conservation plutôt qu’à la qualité des produits. Selon les statistiques du ministère, 35 à 40

% des intoxications alimentaires sont enregistrées dans le circuit commercial, notamment dans les restaurants et les établissements de restauration rapide. Les 60 à 65 % restants surviennent lors de rassemblements familiaux, dans les cités universitaires ou les services de traiteur. Les produits les plus souvent incriminés sont le lait et ses dérivés, les viandes, les merguez, les produits de la pêche ainsi que certaines préparations de petits restaurants. Le ministère invite enfin les citoyens à signaler toute infraction via le numéro vert 1020, en attendant la mise en service d’une plateforme numérique dédiée. Revenant sur les informations relayées sur les réseaux sociaux faisant état de supposés cas d’intoxication provoqués par des pastèques contaminées aux nitrates dans la wilaya de Batna, Mohamed Mezghache a catégoriquement démenti ces allégations, les qualifiant de rumeurs sans fondement scientifique. Il a indiqué qu’une cellule de coordination regroupant les ministères du Commerce, de la Santé, de l’Agriculture ainsi que les services de sécurité a été ins-

tallée dès l’apparition de ces publications. « Nous n’avons pas travaillé sur la base de tests rapides de dépistage, mais selon un protocole scientifique rigoureux réalisé dans nos laboratoires », a-t-il souligné. Les analyses, effectuées pendant une semaine par spectrophotométrie UV sur seize échantillons prélevés dans les principaux marchés de gros alimentés par les bassins de production de Chlef, Guelma et Annaba, n’ont révélé aucun germe pathogène. Les teneurs en nitrates se sont également révélées très faibles, largement inférieures aux seuils admis. Le responsable a enfin rappelé que le ministère dispose actuellement de 42 laboratoires conventionnels et de laboratoires mobiles aux frontières. L’objectif est d’équiper les 58 wilayas d’un laboratoire moderne d’ici à la fin de l’année 2027. Quant à la traçabilité des produits agricoles, il a indiqué que la généralisation de l’étiquetage nécessitera encore du temps, tout en précisant qu’un travail est engagé avec les organisations professionnelles pour faire évoluer progressivement les pratiques.

HAUT-COMMISSARIAT À LA NUMÉRISATION
Portes ouvertes pour vulgariser le portail national des services numériques

Le Haut-commissariat à la numérisation a lancé, en coordination avec la wilaya d'Alger, une campagne d'information à travers des journées portes ouvertes afin de vulgariser le portail national des services numériques gouvernementaux (Dzair Digital Services), indique dimanche un communiqué de cette institution. Cette campagne, organisée du 11 au 16 juillet courant au niveau de la Grande Poste d'Alger, s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à accompagner la mise en œuvre du processus de transformation numérique et à rapprocher les services publics numériques des citoyens, à travers la présentation du portail national des services numériques gouvernementaux, lequel donne actuellement accès à 21 services numériques, a précisé la même source. Cet événement constitue une opportunité pour découvrir les multiples avantages du portail, les modalités de création d'un compte personnel ainsi que les procédures d'accès et d'utilisation de ses prestations numériques. Il permet également aux usagers de bénéficier d'explications pratiques et d'un accompagnement technique direct assuré par les ingénieurs du Haut-commissariat à la numérisation, qui répondront à leurs différentes interrogations concernant l'usage et l'accès aux services numériques gouvernementaux, ajoute le communiqué. Cette campagne vise en outre à promouvoir la culture numérique chez les citoyens et à encourager l'utilisation des services publics électroniques, contribuant ainsi à la simplification des procédures administratives, à l'amélioration de la qualité du service public et à l'ancrage de l'administration numérique. Cette opération sera "généralisée progressivement à travers les différentes wilayas du pays", afin de "garantir l'élargissement de la campagne d'information sur le portail national des services numériques et de permettre au plus grand nombre de citoyens de bénéficier de ses prestations", a souligné la même source. La première journée de cette manifestation a enregistré "un engouement notable" des citoyens, qui ont pu bénéficier d'explications et d'un accompagnement technique direct prodigués par les ingénieurs du Haut-commissariat à la numérisation, conclut le communiqué.

APS

ÉLECTRICITÉ

Nouveau pic de consommation enregistré dimanche après-midi

La consommation nationale de l'énergie électrique a enregistré, dimanche après-midi, un nouveau pic record de 21176 mégawatts, a indiqué le directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, Khalil Hedna. "Suite à la vague de chaleur enregistrée dans plusieurs wilayas du pays, le groupe Sonelgaz a enregistré, dimanche 12 juillet 2026, via sa filiale Sonelgaz-Transport d'électricité et

Opérateur du système (S-TOS), un nouveau pic de la demande sur l'électricité, atteignant 21176 mégawatts à 13h00", a précisé M. Hedna. Selon l'intervenant, le pic précédant de la consommation avait été enregistré durant l'été 2025, à savoir 20628 mégawatts, ce qui explique "la hausse continue de la demande sur l'électricité, notamment durant les périodes de canicule".

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Clôture de la 1ère édition du concours national de la meilleure commune

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de clôture de la première édition du concours national de la meilleure commune préservatrice de l'environnement, en présence du ministre de la Communication, du ministre de la Jeunesse chargé du Conseil supérieur de la jeunesse. Dans son allocution, la ministre a présenté ce concours comme un espace d'initiative compétitive durable, placé sous le slogan « la protection de l'environnement, une responsabilité sociétale ». Elle a rappelé que cette démarche s'inscrit dans le prolongement des orientations du président de la République, qui insiste réguliè-

ment sur le rôle stratégique de l'environnement dans la réalisation du développement durable et l'amélioration du cadre de vie des citoyens. La ministre a souligné le rôle central joué par les citoyens, les jeunes et les acteurs de la société civile dans la réussite de cette initiative, à travers l'encouragement des meilleures pratiques et le soutien aux projets créatifs en matière environnementale. Plusieurs communes ont été récompensées à l'échelle nationale, sur la base de critères objectifs portant notamment sur la préservation de l'environnement, l'amélioration des services écologiques, l'aménagement des espaces verts, la valorisation environnementale, ainsi que le

degré d'implication de la femme rurale dans l'économie circulaire et la participation de la société civile à la sensibilisation environnementale. À l'issue de la cérémonie, la ministre a remercié l'ensemble des parties ayant contribué à la réussite de cette manifestation, notamment les membres de la commission ministérielle intersectorielle de sélection, les collectivités locales, les cadres et experts impliqués, ainsi que les établissements publics partenaires. Elle a par ailleurs annoncé que ce concours deviendra un rendez-vous annuel, célébré chaque 5 juin, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.

Synthèse R E.

SÉMINAIRE ARABE À ALGER

Les énergies renouvelables et leurs applications environnementales au menu

Le thème des énergies renouvelables et leurs applications environnementales, notamment dans l'économie circulaire dans les pays arabes, a été au centre d'un séminaire organisé dimanche à Alger, où les participants se sont attelés à l'examen du renforcement de la coopération en matière de qualité de l'air et de veille sanitaire, tout en mettant en avant le rôle pionnier et les capacités de l'Algérie dans la recherche et le développement liés aux énergies renouvelables. Cette rencontre scientifique de deux jours, a connu la participation de représentants d'universités, de centres de recherche et d'organismes nationaux arabes ainsi que des institutions de recherche internationales. Elle vise à échanger les expertises pour développer des solutions durables au traitement des déchets médicaux et dangereux, et à encourager la recherche scientifique et l'innovation et à renforcer la coopération entre les établissements académiques et de recherche arabes.

L'organisation de cet événement a été initiée par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), en collaboration avec la Commission nationale algérienne pour l'éducation, la science et la culture relevant du ministère de l'Education nationale, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) et le Centre de recherche en technologie des semi-conducteurs pour l'énergétique (CRTSE). A l'ouverture des travaux, le directeur du CRTSE, Salim Hassani, a évoqué les défis environnementaux auxquels est confrontée la région arabe, soulignant que l'Algérie dispose d'une expérience pionnière et de compétences avérées dans le suivi environnemental, la gestion des déchets et la veille sanitaire. De son côté, le directeur de la science et de la recherche scientifique à l'ALECSO, Mohamed Snad Abu-Darwich, a salué le leadership de l'Algérie, rappelant l'inscription du CRTSE sur la liste de l'ALECSO des centres arabes de référence d'excellence pour la session 2025-2026, un clas-

sement qui témoigne, a-t-il dit, de la "qualité de la recherche réalisée et le rôle du centre en faveur de la recherche scientifique arabe". Après avoir souligné l'importance du thème de la rencontre, le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, Mohamed Bouhicha, a mis l'accent sur le rôle de sa direction dans la promotion de la recherche appliquée et l'intégration du secteur économique. A cette occasion, le SG de la Commission nationale algérienne pour l'éducation, la science et la culture, Djelloul Ben Anaya, a estimé que cette distinction du CRTSE reflète les progrès scientifiques du pays et le rôle de la commission dans le soutien aux politiques publiques éducatives et scientifiques. Les travaux devraient déboucher sur une série de recommandations visant à booster la recherche, à développer l'usage des énergies renouvelables et à promouvoir le traitement durable des déchets dangereux dans le monde arabe, contribuant ainsi au soutien des efforts de développement dans les pays arabes.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Juillet 2026

Prix du détail ¹ أسعار التجزئة ^١					
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	93	105	82	البطاطا
	Tomate	83	99	68	الطماطم
	Oignon sec	73	81	65	البصل الجاف
	Ail sec	653	745	561	الثوم الجاف
	Ail vert	327	356	297	الثوم الاخضر
	Carotte	98	111	85	الجزر
	Navet	144	161	126	اللفت
	Poivron	123	140	106	الفلفل الاخضر
	Piment	140	163	117	الفلفل الحار
	Courgette	90	104	75	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	206	226	186	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	126	142	111	الخس
	Pomme locale	533	673	393	التفاح المحلي
	Datte	513	638	388	التمر
	Banane	582	603	560	الموز
Produits d'origine animale	Melon	107	123	91	البطيخ الاصفر
	Pastèque	68	81	54	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	2012	2155	1869	لحم البقر المحلي
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Poulet de chair	334	347	321	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,13	-8,76	6,09	10,14	2300	793 500,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1400,00	0,07	0,05	-0,33	9,00	5,56	2203	3 084 200,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,03	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,26	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,32	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,16	7,42	4,22	4,71	0	0,00

MARCHÉ GAZIER ESPAGNOL AU PREMIER SEMESTRE 2026

L'Algérie conserve la première place

Au cours des six premiers mois de 2026, l'Algérie a conforté sa position de leader sur le marché gazier espagnol en augmentant ses livraisons. Malgré un environnement énergétique international marqué par de fortes tensions géopolitiques, elle a confirmé son statut de premier fournisseur de gaz de l'Espagne. Avec près de 34 % des importations espagnoles de gaz, le pays devance les États-Unis et la Russie, consolidant ainsi son rôle de partenaire énergétique stratégique de Madrid.

Par S. R.

L'Espagne a importé 189,51 térawattheures (TWh) de gaz naturel et de gaz naturel liquéfié (GNL) entre janvier et juin 2026, un volume quasiment identique aux 189,64 TWh enregistrés durant la même période de 2025, selon les données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Cette stabilité est intervenue malgré les perturbations ayant affecté les marchés énergétiques mondiaux à la suite des tensions au Moyen-Orient et des risques pesant sur le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Sur ce volume global, les exportations algériennes ont atteint 64,23 TWh, contre 61,57 TWh un an auparavant, portant leur part de marché à 33,9 %. L'essentiel de ces livraisons, soit 59,63 TWh, a été acheminé sous forme de gaz

naturel via les gazoducs reliant les deux pays, tandis que 4,59 TWh ont été expédiés sous forme de GNL. Les données montrent également une évolution de la structure des approvisionnements espagnols. Le gaz naturel transporté par pipeline représente désormais 68,54 TWh, soit 36 % des importations totales, contre 31 % au premier semestre 2025. À l'inverse, les importations de GNL ont reculé à 120,97 TWh, représentant 64 % du total, contre 69 % un an plus tôt. Cette évolution favorise les fournisseurs disposant d'infrastructures de transport par gazoduc, à commencer par l'Algérie. Les États-Unis occupent la deuxième place avec 55,77 TWh de GNL, représentant 29,4 % des importations espagnoles, en recul par rapport aux 59,25 TWh enregistrés durant la même pé-

riode de 2025. La Russie complète le podium avec 37,36 TWh, soit 19,7 % du marché, affichant une progression annuelle de 43 % de ses exportations de GNL vers l'Espagne. Le Nigeria se classe quatrième avec 13,79 TWh, devant le Portugal (5,11 TWh) et la France (3,66 TWh), dont les livraisons proviennent exclusivement de gaz naturel acheminé par pipeline. La Mauritanie fait également son entrée parmi les principaux fournisseurs du marché espagnol en occupant la neuvième place avec 1,89 TWh de GNL, soit près de 1 % des importations espagnoles au premier semestre. À l'échelle mensuelle, les importations espagnoles de gaz ont reculé de 17,4 % en juin, atteignant leur niveau le plus bas depuis le début de l'année. Malgré cette baisse, l'Algérie est demeurée le premier fournisseur de l'Espagne avec

10,46 TWh, représentant 40,3 % des volumes importés durant le mois. Sur ce total, 9,98 TWh ont été livrés sous forme de gaz naturel et 0,48 TWh sous forme de GNL. La Russie s'est classée deuxième avec 5,47 TWh, devant les États-Unis (3,13 TWh) et le Nigeria (3,02 TWh), dont les exportations ont repris après une interruption observée en mai. En conservant sa première place sur le marché gazier espagnol tout en augmentant ses volumes exportés, l'Algérie confirme la solidité de son partenariat énergétique avec l'Espagne. Cette performance conforte également son positionnement parmi les principaux fournisseurs de gaz de l'Europe, dans un contexte où la sécurité des approvisionnements demeure un enjeu majeur pour le continent.

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET DE MÉTHANE

Sonatrach et ICA Finance explorent de nouveaux partenariats

Par S. R.

L'Algérie poursuit ses efforts pour accélérer la décarbonation de son industrie des hydrocarbures. Dans cette perspective, Sonatrach et la société norvégienne ICA Finance ont engagé de nouvelles discussions en vue de renforcer leur coopération dans les domaines de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de méthane, des technologies de captage et de stockage du carbone (CCS) ainsi que des solutions innovantes à faibles émissions. Ces questions ont été au cœur de l'entretien tenu, lundi à Alger, entre le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, et le directeur général d'ICA Finance, Matthew

Harwood, en présence de l'ambasadrice du Royaume de Norvège en Algérie, Therese Loken Gheziel, ainsi que de cadres du ministère. Cette rencontre a permis d'examiner les perspectives de coopération entre Sonatrach et l'entreprise norvégienne, notamment en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de limitation des émissions de méthane, de décarbonation et de développement des technologies de captage et de stockage du carbone. Les deux parties ont également évoqué la valorisation de l'expertise norvégienne dans les solutions technologiques à faibles émissions afin d'accompagner les objectifs de l'Algérie en matière de transition énergétique et de développement durable. À cette occasion, Mohamed Arkab a

réaffirmé l'importance de consolider les relations de coopération entre l'Algérie et la Norvège dans le secteur des hydrocarbures, en particulier à travers des partenariats entre les entreprises des deux pays. Il a exprimé son soutien au développement de la coopération entre Sonatrach et ICA Finance dans les domaines présentant un intérêt commun. Le ministre d'État a également souligné que l'Algérie et la Norvège partagent une vision commune en faveur des efforts internationaux visant à réduire les émissions de méthane. Il a toutefois insisté sur la nécessité que les réglementations et mécanismes internationaux reposent sur des bases scientifiques et objectives, tout en tenant compte des spécificités des pays producteurs afin de concilier les objectifs environnemen-

taux avec la sécurité énergétique et la stabilité des marchés. Mohamed Arkab a, par ailleurs, présenté les grandes lignes de la stratégie nationale de réduction de l'empreinte carbone du secteur des hydrocarbures. Celle-ci prévoit le renforcement des programmes de réduction des émissions de méthane, la diminution du torchage de gaz à moins de 1 % d'ici 2030, le développement de projets de captage et de stockage du carbone, ainsi que la poursuite des programmes de reboisement. À ce titre, il a rappelé le projet lancé par Sonatrach visant la plantation de 420 millions d'arbustes, en parallèle de la promotion des solutions technologiques innovantes et des principes de l'économie circulaire. De son côté, Matthew Harwood a

réaffirmé l'intérêt d'ICA Finance pour le marché algérien et sa volonté d'accompagner les efforts engagés par l'Algérie et Sonatrach dans la transition énergétique. Il a salué les avancées réalisées en matière de réduction des émissions de carbone et exprimé la disponibilité de son entreprise à contribuer à ces projets à travers des solutions de financement adaptées, des technologies innovantes et le partage d'expertise. Cette rencontre confirme la volonté des deux parties d'élargir leur coopération autour des technologies bas carbone et des projets de décarbonation, en phase avec les engagements de l'Algérie en faveur d'une industrie énergétique plus durable et plus respectueuse des exigences climatiques internationales.

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE

L'OPEP maintient des prévisions favorables pour 2026 et 2027

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) maintient une vision globalement optimiste de l'évolution du marché pétrolier mondial, malgré un contexte marqué par les incertitudes géopolitiques et les fluctuations des cours. Dans son rapport mensuel publié lundi, l'organisation prévoit une poursuite de la croissance de la demande mondiale de pétrole en 2026 et une accélération plus marquée en 2027, soutenue par la résilience de l'économie mondiale et la vigueur des économies émergentes. Selon les nouvelles estimations de l'OPEP, la demande mondiale de pétrole devrait progresser de 800 000 barils par jour (bpj) en 2026 par rapport à 2025. Cette prévision a toutefois été légèrement revue à la baisse par rapport au rapport précédent. La croissance sera principalement portée par les pays hors OCDE, dont la consommation devrait augmenter d'environ 740 000 bpj, tandis que les pays de l'OCDE n'afficheraient qu'une hausse limitée d'environ 40 000 bpj.

Pour 2027, l'organisation anticipe une nette accélération de la consommation mondiale avec une progression de 1,9 million de barils par jour, soit une révision à la hausse par rapport à ses précédentes prévisions. Les économies émergentes continueront de constituer le principal moteur de cette croissance, avec une hausse attendue de près de 1,7 million de bpj, contre environ 300 000 bpj pour les pays industrialisés. L'OPEP conserve également ses perspectives concernant l'économie mondiale. La croissance du PIB mondial est maintenue à 3,1 % en 2026 et 3,2 % en 2027, reflétant la solidité de l'activité économique malgré les tensions géopolitiques et les incertitudes entourant les politiques commerciales. Les prévisions restent inchangées pour les principales économies, notamment les États-Unis (2,2 % en 2026), la Chine (4,6 %), l'Inde (6,6 %) ainsi que la zone euro (1 %). Du côté de l'offre, les perspectives demeurent également stables. La production de liquides des pays non signataires de la Déclaration de coopération (DoC) devrait aug-

menter d'environ 600 000 barils par jour aussi bien en 2026 qu'en 2027. Cette progression sera essentiellement portée par le Brésil, les États-Unis, le Canada et l'Argentine en 2026, puis par le Qatar, le Canada, le Brésil et l'Argentine l'année suivante. En parallèle, l'OPEP estime que la production des liquides de gaz naturel (NGL) et des hydrocarbures non conventionnels des pays participant à la Déclaration de coopération progressera d'environ 100 000 barils par jour en 2026 pour atteindre 8,8 millions de bpj, avant une nouvelle hausse similaire en 2027 à 8,9 millions de bpj. S'agissant de l'équilibre du marché, l'organisation a légèrement revu à la baisse ses estimations de la demande adressée au pétrole brut des pays participant à la Déclaration de coopération. Celle-ci est désormais évaluée à 42,3 millions de barils par jour en 2026, soit 200 000 barils par jour de moins que dans le rapport précédent et un niveau identique à celui de 2025. Pour 2027, cette demande est maintenue à 43,6 millions de barils par jour, soit environ 1,2 million de

barils par jour de plus que le niveau attendu en 2026. Le rapport souligne toutefois que les marchés pétroliers ont connu une forte correction des prix au cours du mois de juin. Le panier de référence de l'OPEP (ORB) a perdu 24,80 dollars sur un mois pour s'établir à une moyenne de 89,75 dollars le baril, tandis que le Brent a reculé à 84,43 dollars et le WTI à 81,79 dollars. Cette baisse est attribuée principalement à l'atténuation des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, à l'amélioration des perspectives d'approvisionnement et aux importantes ventes de positions spéculatives par les investisseurs. Malgré ce repli des prix, l'OPEP considère que les fondamentaux du marché demeurent solides. L'organisation souligne que la baisse des stocks mondiaux de pétrole, le maintien d'une activité économique soutenue et les besoins élevés des raffineries pendant la saison estivale continueront de soutenir la demande au cours des prochains mois.

Synthèse Z R.

UNIVERSITÉ DE SKIKDA
Sortie de plus de
8.000 étudiants en
licence et master

L'université 20 août 1955 de Skikda a formé au titre de l'année universitaire 2025/2026 un total de 8.272 diplômés en licence et master dans différentes spécialités, a indiqué dimanche son directeur . Dans son allocution au cours de la cérémonie de clôture de l'année universitaire en présence du wali Saïd Akhrouf, des autorités locales, des cadres de l'université et des étudiants majors de promotions, Pr. Toufik Boufendi a précisé que ce total de diplômés est constitué de 4.607 étudiants en licence et 3.665 en master. Pour le troisième cycle, le nombre d'étudiants inscrits a atteint 526 en plus de la soutenance de 122 thèses de doctorat ont été soutenues avec des intégrations de 12 nouveaux cursus (8 d'ingénieur d'Etat et 4 en master). L'incubateur de l'université a recensé plus de 502 idées de projets dont 75 ont été examinées à ce jour en plus de 15 projets ayant obtenu le label de "projet innovant", trois startups labellisées et 12 projets déposés pour l'obtention de brevet d'invention. Le même cadre a salué les efforts consentis par l'État pour soutenir les startups et l'innovation et l'ouverture de l'université sur son environnement économique et social. Au cours de la cérémonie, des étudiants majors de promotions des piliers licence et master, des enseignants promus, des étudiants porteurs de projets innovants et les lauréats des compétitions sportives et culturelles ont été honorés.

APS

BORDJ BOU ARRÉRIDJ
Mise en service d'un
nouveau départ
moyenne tension pour
renforcer l'alimentation
électrique à Bordj
Ghedir et Ghilassa

Un nouveau départ moyenne tension (30 KVA) a été mis en service dans la région de Chania, relevant de la commune de Bordj Ghedir, à l'est de la wilaya de Bordj Bou Arréridj, en vue de renforcer la stabilité de l'alimentation en énergie électrique des communes de Bordj Ghedir et de Ghilassa, a indiqué dimanche la chargée de la communication de la direction de SONELGAZ, Mme Nerimane Lounakel. Ce projet qui s'inscrit dans le cadre de l'opération de restructuration du départ de La Canée, par la réalisation d'un linéaire de 7,6 km de câbles, permettra d'améliorer la fiabilité du réseau de distribution, de réduire les perturbations de l'alimentation électrique et d'assurer une meilleure continuité du service au profit des abonnés des deux communes, a précisé le même responsable. Mme Lounakel a souligné que cette s'inscrit dans le cadre du programme d'investissement arrêté au titre de l'exercice 2026, qui prévoit plusieurs opérations destinées à moderniser les infrastructures électriques, à renforcer les performances du réseau de distribution et à améliorer la qualité du service public à travers les différentes régions de la wilaya.

R E.

NÂAMA

Lancement des travaux de
raccordement de la zone industrielle
de Harchaïa au réseau électrique

Les travaux de raccordement de la zone industrielle de Harchaïa, dans la commune de Nâama, au réseau électrique ont été officiellement lancés dimanche. Le projet prévoit la réalisation de deux lignes électriques de 6,5 km chacune, à partir d'un poste de transformation électrique de 30/60 kV, à-on informé auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya (Sonelgaz).

Le projet est réalisé par la Société algérienne de l'électricité et du gaz – Transport de l'électricité et Gestion du système. Le coup d'envoi des travaux a été donné par le secrétaire général chargé de la gestion des affaires de la wilaya, Messaoud Boulaâras. Les travaux seront achevés dans un délai de six (6) mois, afin d'assurer l'alimentation en électricité de cette nouvelle zone industrielle, créée récemment pour accueillir de nombreux projets industriels sur une superficie d'environ 150 hectares, a indiqué le directeur de la distribution, Lataoui Yahia.

Le même responsable a ajouté que la zone industrielle bénéficie également d'un projet actuellement en phase d'étude technique. Il s'agit de la réalisation de la poste d'un poste de transport et de transformation électrique (30/60 kV), qui sera raccordé et alimenté à partir de la ligne électrique à haute tension (60 kV) dépendant de Nâama à Mecheria. Il a précisé que cette infrastructure énergétique permettra de renforcer le réseau électrique et de sécuriser l'alimentation en électricité des nombreux investissements prévus dans la zone industrielle de Harchaïa, ainsi que

des projets agricoles en cours dans la région. Enfin, le responsable a souligné que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés, afin de livrer ces projets dans des délais « records », compte tenu de l'importance accordée par les hautes autorités aux projets de raccordement des zones industrielles, des zones d'activités et des exploitations agricoles au réseau électrique, dans le but d'encourager les investisseurs locaux à créer de la richesse et des emplois.

R E.

TIPASA

Production prévisionnelle de plus de 188.000 quintaux de céréales

Une production prévisionnelle de près de 188.600 quintaux de céréales (toutes variétés confondues) est attendue dans la wilaya de Tipasa à l'issue de la campagne moisson-battage 2025/2026, à-on avis dimanche de auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Cette production prévisionnelle se répartit en raison de 145.000 quintaux de blé dur, 32.300 quintaux de blé tendre et plus de 10.450 quintaux d'orge, selon la

même source, qui a souligné l'affectation d'une superficie globale de plus de 7.200 hectares à la céréaliculture, pour la présente saison agricole. Les moyennes de rendement pour cette saison sont de 27,5 qx/ha pour le blé dur, 26 qx/ha pour le blé tendre et 20 qx/ha pour l'orge, selon les précisions de la DSA. Les superficies emblavées se répartissent entre 5,390 ha de blé dur, 1,242 ha de blé tendre et plus de 525 ha d'orge, selon la

même source. Lors du lancement officiel de la campagne moisson-battage 2025-2026, organisé la semaine dernière dans une exploitation agricole privée de la commune de Sidi Amar, le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoulia, a insisté sur la nécessité de mobiliser tous les moyens nécessaires afin d'assurer le succès de cette campagne. Les services de la wilaya ont également indiqué que, conformément aux instructions du mi-

nistère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, une cellule d'accueil et de suivi des préoccupations des agriculteurs et des professionnels de la filière céréalière a été mise en place, notamment en vue de la prise en charge des doléances relatives à la disponibilité des équipements et des machines de récolte, ainsi que des structures de stockage.

Agence

GUELMA

Vers la réalisation de 2 nouveaux entrepôts de stockage de céréales à Oued Zenati courant et Ain Larbi courant 2026

Deux nouveaux entrepôts de stockage de céréales seront réalisés courant 2026 dans les deux communes d'Oued Zenati et d'Ain Larbi pour renforcer les structures de stockage de la wilaya de Guelma, à-on appris dimanche auprès de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS). Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication de la coopérative, Mohamed Lamine Hamdi, a précisé que ces deux nouvelles structures, retenues au titre du programme d'action de la CCLS de l'année en

cours seront déployées au village Ain Terab de la commune d'Oued Zenati (Ouest de la wilaya) et au village El Arima dans la commune d'Ain Larbi (Sud de la wilaya). Selon la même source, la capacité de stockage de chacun de ces entrepôts atteint 60.000 quintaux de sorte à consolider les structures de stockage actuelles au nombre de 22 totalisant une capacité de 1,3 millions de quintaux. Les préparatifs sont en cours pour le lancement dans les plus proches délais possibles

de la réalisation de ces deux projets dont les études techniques ont été terminées et leurs terrains d'assiette désignés, a indiqué la même source. A noter que les structures de collecte et de stockage de céréales de la wilaya ont été renforcées au cours de l'actuelle campagne de moisson battage 2025/2026 de la mise en service d'un nouveau silo métallique dans la commune de Belkheir d'une capacité de 200.000 quintaux.

APS

CONSTANTINE

Lancement de la réhabilitation de plus de 150 immeubles

Une vaste opération de réhabilitation de plus de 150 immeubles répartis à travers plusieurs quartiers de la wilaya de Constantine vient d'être lancée, dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à préserver le patrimoine bâti, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. La première phase de cette opération a concerné entre autres, 62 immeubles situés à l'entrée de la circonscription administrative Ali Mendjeli (les quatre chemins), a précisé la cellule de com-

munication de la wilaya. Les travaux consistent notamment en la réfection des façades extérieures, la reprise des travaux de peinture et le traitement des dégradations causées par le temps et les intempéries, afin d'améliorer l'aspect esthétique des bâtiments, a souligné la même source. Parallèlement, les travaux de réhabilitation ont été également engagés à la cité 1600 logements dans la commune d'El Khroub qui a bénéficié d'importantes interventions portant sur la remise en état des façades, des cages d'escaliers et

des toitures, ainsi que sur diverses opérations de maintenance destinées à améliorer les conditions d'habitation et à garantir la pérennité des constructions, a ajouté la même source. Selon les services de la wilaya, cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme global de lutte contre la dégradation du tissu urbain et vise à revaloriser les ensembles résidentiels, à renforcer l'attractivité des quartiers et à offrir aux citoyens un cadre de vie plus propre, et plus agréable.

APS

État dans le marché et marché dans l'État

Les dichotomies qui ont fait le succès des sociétés occidentales, nature société, État marché se transforment en faiblesses. La dichotomie État et marché sur laquelle s'est construit l'État providence et la soumission des sociétés du reste du monde au marché mondial, ne semble plus pertinente. Le marché se dissocie de l'État occidental et se retourne contre lui, le marché mondial dispute la souveraineté aux sociétés occidentales[1]. Les sociétés est-asiatiques ayant opéré leur industrialisation en rejetant de telles dichotomies ont réussi une meilleure intégration au marché mondial, elles ont soustrait la domination du marché aux puissances occidentales. Elles ont retourné le marché mondial contre les États démocratiques occidentaux.

4^e partie et fin

DERGUINI Arezki (*)

De la compétitivité sociale

Comment se pose alors la question de la compétitivité ? Elle se pose dans la compétition mondiale dans les termes de la performance des systèmes institutionnels. Mais c'est là encore un point de vue étranger à la tradition libérale qui reste autocentrée, continuant de voir le monde à travers les dichotomies qu'elle suppose et dont l'universalité commence à être contestée.

Avec la crise de son hégémonie, l'Occident revient sur le mythe du libre-échange. Les systèmes institutionnels est-asiatiques s'avèrent plus performants que le système institutionnel libéral, ils réussissent une meilleure intégration au marché mondial. Cela va-t-il conduire à une remise en cause de l'opposition de l'État et du marché ? Cela est en cours, mais comme à reculons et pas dans la direction que le pense l'auteur de *Buying time*.

La crise de l'État providence s'exprime par une croissance des dépenses sociales et une décroissance des recettes publiques. L'affaiblissement de la croissance et le vieillissement des populations sont les deux tendances sous-jacentes à la crise. Les sociétés occidentales du fait de la faiblesse de leur compétitivité ne profitent plus d'une croissance mondiale, elle-même en ralentissement. Le resserrement des contraintes marchandes déstabilise les rapports de classes et leur compromis. L'idée fondamentale du livre *Buying Time: The Delayed Crisis of Democratic Capitalism* de Wolfgang Streeck est résumée par le titre : depuis près d'un demi-siècle, les démocraties capitalistes occidentales "achètent du temps" au lieu de résoudre leurs contradictions structurelles. Chaque crise est temporairement repoussée grâce à un nouveau mécanisme.

L'ouvrage montre comment, parallèlement à l'inflation, à la dette publique et à la prolifération des marchés financiers, la croissance des pays capitalistes matures a ralenti depuis les années 1970, tandis que les inégalités de répartition se sont creusées et que la dette totale a augmenté.

Le capitalisme démocratique occidental doit satisfaire simultanément deux principes de légitimité. Le premier est celui du marché : rentabilité, concurrence, profit et efficacité. Le second est celui de la démocratie : égalité politique, protection sociale, redistribution et droits sociaux. Ces deux logiques peuvent coexister pendant un temps. Mais elles finissent par entrer en tension. Streeck écrit que l'État démocratique doit constamment arbitrer entre



les exigences des citoyens et celles des marchés financiers. Nous retrouvons le trilemme de Dani Rodrik. Un équilibre politico-social n'est alors généralement atteint qu'au prix d'un déséquilibre économique : d'abord sous la forme d'une forte inflation, puis sous celle d'une dette publique non keynésienne (c'est-à-dire cumulative) en forte croissance, et enfin par le biais d'une extension insoutenable du crédit privé, poussée à l'extrême.

Buying Time refuse cependant de s'en remettre à l'opposition entre les architectures institutionnelles occidentales et est-asiatiques. L'auteur montre que, dans les démocraties capitalistes occidentales, la tension entre logique du marché et logique démocratique devient progressivement le problème central. L'État se trouve pris entre deux sources de légitimité : les citoyens et les marchés financiers. L'auteur reste enfermé dans le triangle d'incompatibilité de Rodrik. Il ne prend pas en compte les démocraties est-asiatiques qui n'en sont pas victimes. Il ne voit pas que c'est précisément parce que les deux sphères du marché et de l'État sont conçues comme relativement autonomes que leur conflit devient si aigu. Pour venir à bout de la tension entre logique de marché et logique démocratique, il retient les deux options suivantes : défendre les institutions démocratiques et la souveraineté nationale contre l'intégration au marché mondial. Il ne voit pas que dans la défense de leur mode de vie, les sociétés occidentales se soumettent à l'option néolibérale et ... au populisme de droite, parce qu'aggravant la séparation du marché et de l'État.

La solution envisagée par le système libéral pour résoudre le gap entre recettes publiques et dépenses sociales est celle de transformer la politique sociale en investissement social. On assiste donc à un changement de para-

digme quant à la politique sociale. La politique sociale cessant d'être vue comme un coût pour devenir un investissement social. Dans les faits, on assiste plutôt à une politique sociale se défaisant des charges sociales d'un côté et une politique sociale qui même en disposant des ressources nécessaires pour investir dans le capital humain d'un autre, ne disposera pas de l'environnement qui transformera l'investissement dans le capital humain en compétitivité sociale. Car fera défaut l'environnement institutionnel nécessaire à la transformation de l'investissement public en compétitivité. Investir dans le capital humain ne suffira pas pour surmonter la dissociation de l'État et du marché et le gap entre recettes publiques et dépenses publiques.

En guise de conclusion

Il me semble avoir montré avec les différents auteurs abordés que la thèse de la complémentarité de l'État et du marché est bien plus universelle que celle de l'opposition de l'État du marché relative à une expérience occidentale tronquée.

Pour finir, je ne voudrais pas manquer de citer les recommandations de Robert Wade aux pays en développement qui ne peuvent plus imiter l'expérience des pays de l'Asie de l'Est. Le contexte mondial a complètement changé, les pays en développement ne bénéficieront pas des mêmes circonstances mondiales.

Selon l'auteur, « les sujets abordés répondent à deux critères : ils occupent une place prépondérante dans les politiques est-asiatiques et ils impliquent une certaine distorsion des mécanismes de marché par des variations de prix ou d'opportunités d'échange. »

Voici ses recommandations :

1. Mettre en œuvre des politiques nationales pour promouvoir l'investissement industriel à l'intérieur des frontières nationales et orienter davantage cet investissement vers les secteurs dont la croissance est essentielle à la croissance future de l'économie.
2. Recourir au protectionnisme pour favoriser la création d'industries compétitives à l'échelle internationale. ...
3. Si la stratégie globale préconise une forte dépendance au commerce, il convient d'accorder une priorité élevée aux politiques de promotion des exportations. ...
4. Accueillir les entreprises multinationales, mais les orienter vers l'exportation. ...
5. Promouvoir un système financier bancaire sous contrôle gouvernemental strict. ...
6. Mettre en œuvre la libéralisation du commerce et des finances progressivement, selon une séquence d'étapes précise. ...
7. Créer, au sein de la bureaucratie centrale, une « agence pilote » ou un « état-major économique » dont le principal domaine d'action serait le profil industriel et commercial de l'économie et ses perspectives de croissance. ...
8. Développer des institutions efficaces d'autorité politique avant la démocratisation du système. ...
9. Développer des institutions corporatistes au moment même de la démocratisation du système, voire avant. ...
10. Mettre en œuvre des réformes progressives, même dans les États où la politique industrielle est fragile, afin de créer un cadre institutionnel plus à même de soutenir une politique industrielle modeste. ...

À bon entendre salut !

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

POUR RENFORCER LES "RELATIONS ÉCONOMIQUES" ENTRE LES DEUX PAYS

Le Premier ministre irakien rencontrera Donald Trump à Washington cette semaine

Durant sa visite, le Premier ministre espère attirer des investisseurs, alors que son pays a besoin de relancer son économie, affectée notamment par l'arrêt des exportations de pétrole du fait du conflit dans la région. Le Premier ministre irakien, Ali al-Zaidi, se rendra, lundi 13 juillet, aux Etats-Unis pour rencontrer Donald Trump, a annoncé dimanche le porte-parole de son gouvernement. Il s'agit de son premier déplacement à l'étranger depuis sa prise de fonctions. Ali al-Zaidi est arrivé au pouvoir en avril avec l'assentiment du président américain, alors que les Etats-Unis pressent Bagdad de désarmer les groupes pro-iraniens, accusés d'avoir mené des centaines d'attaques sur des infrastructures américaines en Irak pendant la guerre au Moyen-Orient, déclenchée fin février. Les discussions se concentreront sur "le renforcement des relations économiques et des investissements", particulièrement dans le secteur du pétrole et de l'énergie, a précisé le porte-parole du gouvernement, Haidar al-Aboudi, lors d'une conférence de presse. Durant sa visite d'une semaine, le Premier ministre espère attirer des investisseurs, alors que son pays a désespérément besoin de relancer son économie, affectée notamment par l'arrêt des exportations de pétrole du fait des hostilités dans la région. Le monopole de l'Etat sur les armes est un prérequis nécessaire pour "assurer la stabilité intérieure (...) et attirer des investisseurs à même de stimuler" l'économie, a affirmé le porte-parole. Ali al-Zaidi a promis de désarmer les groupes pro-iraniens, bien que certaines factions très puissantes lui tiennent tête. L'Irak tente depuis des années de conserver un équilibre entre ses partenaires américains et iraniens, eux-mêmes ennemis.

Agence

EGYPTE

Le port de Sokhna étend ses capacités avec la mise en service de nouveaux quais

Longtemps concentrée sur le canal de Suez, l'Egypte élargit sa stratégie dans le transport maritime à ses autres infrastructures portuaires. L'objectif est de capter une part croissante des flux commerciaux régionaux, et de consolider son rôle de hub logistique.

Le port égyptien de Sokhna a officiellement lancé les opérations commerciales dans ses bassins 3, 5 et 6, parallèlement à la mise en service du terminal de marchandises générales Trans Cargo. Ce dernier a été inauguré avec l'accostage du CHIPOLBROK SUN, un cargo polyvalent de près de 200 mètres de long, affichant un port en lourd d'environ 30 435 tonnes. La mise en exploitation de ces nouveaux quais accroît les capacités d'accueil de la plateforme, et renforce sa capacité à traiter une diversité de marchandises, consolidant ainsi sa compétitivité au sein du réseau portuaire régional. Selon le ministère des Transports, ceci s'inscrit dans un vaste programme de modernisation des infrastructures portuaires et maritimes de l'Egypte. Cette stratégie vise à accompagner la croissance des échanges commerciaux, à élargir l'offre de services logistiques, et à renforcer l'attractivité des ports du pays auprès des compagnies maritimes internationales. Les autorités estiment que ces investissements devraient soutenir les flux d'importation et d'exportation, attirer les investisseurs privés, et conforter la position du pays de pharaons comme plaque tournante logistique entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, à la croisée de plusieurs grandes routes maritimes. Dans le cadre de cette stratégie, Le Caire prévoit d'investir près de 300 milliards de livres égyptiennes (environ 6,048 milliards USD) d'ici 2030, afin de moderniser et

d'étendre les infrastructures portuaires et maritimes nationales. Par ailleurs la Banque centrale d'Égypte (BCE) a décidé, jeudi 9 juillet, de maintenir inchangés ses principaux taux directeurs pour la deuxième réunion consécutive, estimant que « l'évolution récente de l'inflation justifie le maintien d'une politique monétaire prudente dans un contexte marqué par les incertitudes économiques internationales », selon un communiqué de presse jeudi 9 juillet. À l'issue de sa quatrième réunion de l'année, le Comité de politique monétaire a laissé le taux de dépôt au jour le jour à 19 %, le taux de prêt au jour le jour à 20 % et le taux des principales opérations de refinancement à 19,5 %. Le taux d'escompte est également maintenu à 19,5 %. La décision intervient alors que l'inflation poursuit son ralentissement par rapport aux niveaux records enregistrés ces dernières années. Selon les dernières données publiées jeudi 9 juillet par l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS), le taux d'inflation annuel en Égypte a poursuivi son ralentissement en juin, s'établissant à 12,2 %, contre 13 % en mai, 13,4 % en avril et 13,5 % en mars 2026. La BCE a annoncé, la veille de sa réunion, une nouvelle progression des réserves de change. Les réserves internationales nettes de l'Égypte ont atteint 55 milliards de dollars à la fin du mois de juin 2026, un niveau qui renforce la capacité du pays à

faire face à ses engagements extérieurs et à soutenir la stabilité du marché des changes. La BCE a également annoncé que les transferts des Égyptiens de l'étranger ont atteint 43,1 milliards de dollars au cours de la période entre juillet 2025 et mai 2026, contre environ 32,8 milliards de dollars sur la même période de l'exercice 2024/2025, soit une hausse de 31,2 %. La BCE souligne que l'économie mondiale « continue de croître à un rythme modéré, pénalisée par les tensions géopolitiques persistantes, l'incertitude entourant les politiques commerciales et la faiblesse de la demande mondiale ». Selon la Banque centrale, « les perspectives économiques mondiales restent entourées de risques importants, notamment en raison de l'évolution des conflits géopolitiques, des perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement et des changements de politiques commerciales ». Cette décision était largement attendue par les marchés financiers et les milieux d'affaires, qui y voient un indicateur majeur de l'orientation de la politique monétaire égyptienne pour le second semestre 2026. Les analystes estimaient que le Comité de politique monétaire tiendrait compte de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'évolution de l'inflation, le taux de change de la livre égyptienne, les prix mondiaux du pétrole et des matières premières, ainsi que les futures décisions de la Réserve fédérale américaine.

Synthèse R.E

TUNISIE

Hausse de 9 % des exportations au premier semestre 2026

Les échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur, exprimés aux prix courants, ont enregistré au premier semestre 2026 une hausse des exportations et des importations par rapport à la même période de 2025, dans un contexte marqué par la persistance du déficit commercial et le recul du taux de couverture des importations par les exportations. Selon les données du commerce extérieur publiées dans un rapport de l'Institut national de la statistique, la valeur des exportations a atteint 34 645,2 millions de dinars, contre 31 773,7 millions de dinars au premier semestre 2025, soit une progression de 9 %. Dans le même temps, les importations ont augmenté de 13,3 %, pour s'établir à 47 214,6 millions de dinars, contre 41 674,1 millions de dinars durant la même période de l'année dernière. Cette évolution a porté le déficit commercial à 12 569,4 millions de dinars, contre 9 900,4 millions de dinars au premier semestre 2025. Le taux de couverture des importations par les exportations a, quant à lui, reculé à 73,4 %, contre 76,2 % au cours de la même pé-

riode de 2025. Sur le plan sectoriel, les exportations des industries mécaniques et électriques ont progressé de 9,1 %. Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires ont également augmenté de 25,2 %, soutenues par la hausse des ventes d'huile d'olive, qui ont atteint 3 383,8 millions de dinars, contre 2 346,6 millions de dinars durant la même période de 2025. Le secteur de l'énergie a, lui aussi, enregistré une croissance de 49,1 %, grâce à l'augmentation des exportations de produits raffinés, qui se sont élevées à 807,9 millions de dinars, contre 245,6 millions de dinars. En revanche, les exportations du secteur des phosphates et dérivés ont reculé de 19 %, tandis que celles du textile, de l'habillement et du cuir ont baissé de 3,5 %. S'agissant des importations, la hausse a concerné les différentes catégories de produits. Les importations d'énergie ont progressé de 33,5 %, celles des produits alimentaires de 27,1 %, celles des biens d'équipement de 8,4 % et celles des biens de consommation de 9,3 %. Les importations de matières premières et de produits semi-finis ont,

pour leur part, augmenté de 6,5 %. Sur le plan géographique, l'Union européenne a absorbé 70,4 % de l'ensemble des exportations tunisiennes, pour une valeur de 24 375,1 millions de dinars, contre 22 348,9 millions de dinars durant la même période de 2025. Les exportations vers la France ont progressé de 8,6 % et celles à destination de l'Italie de 5,5 %, tandis qu'elles ont reculé de 0,5 % vers l'Allemagne et de 27,4 % vers la Grèce. Les exportations vers plusieurs pays arabes ont également enregistré une hausse, notamment vers l'Égypte, avec une progression de 104,8 %, et vers l'Arabie saoudite, avec une augmentation de 52,4 %. Elles ont toutefois diminué de 26,2 % vers le Maroc, de 18,7 % vers l'Algérie et de 3,9 % vers la Libye. Concernant les importations, celles en provenance de l'Union européenne ont atteint 21 196 millions de dinars, soit 44,9 % du total, contre 18 354 millions de dinars au premier semestre 2025. Les importations en provenance de France ont augmenté de 18,5 % et celles provenant d'Italie de 13,7 %, tandis qu'elles ont reculé de 8,8 % depuis la Bulgarie et

de 1,4 % depuis le Portugal. Hors Union européenne, les importations en provenance de Turquie ont progressé de 9,5 %, celles provenant d'Inde de 22,9 % et celles de Chine de 4,5 %. En revanche, les importations depuis la Russie ont diminué de 44,8 % et celles depuis le Royaume-Uni de 12,4 %. Les résultats de la balance commerciale par catégorie de produits montrent que le déficit global s'explique principalement par le déficit énergétique, estimé à 6 779,3 millions de dinars, ainsi que par celui des matières premières et produits semi-finis, qui s'élève à 3 266,4 millions de dinars. Le déficit des biens d'équipement a atteint 2 228,4 millions de dinars et celui des biens de consommation 1 267,2 million de dinars. En revanche, les produits alimentaires ont dégagé un excédent de 971,8 millions de dinars. Les données montrent également que le déficit commercial, hors secteur de l'énergie, se réduit à 5 790,1 millions de dinars. Le déficit de la balance énergétique s'est, à lui seul, établi à 6 779,3 millions de dinars, contre 5 214,8 millions de dinars au premier semestre 2025.

Agence

SELON UN RAPPORT DU CABINET DE CONSEIL EN GESTION DE PATRIMOINE ALTRATA

Plus forte croissance du nombre de personnes ultra-riches à l'échelle mondiale en 2025

Les Africains extrêmement fortunés ont vu leur patrimoine cumulé augmenter de 22,4% durant l'année écoulée, porté par la baisse des taux d'intérêt, l'appréciation des monnaies africaines par rapport au billet vert, l'accélération de la transformation numérique et la hausse des investissements dans les minerais stratégiques.

Synthèse R I/Agence

Le nombre d'Africains ultra-riches (particuliers détenant un patrimoine égal ou supérieur à 30 millions de dollars) a augmenté de 23,7% en 2025 pour s'établir à 3 440 personnes, selon un rapport par le cabinet de conseil en gestion de patrimoine Altrata. Intitulé « World Ultra Wealth Report 2026 », le rapport précise que cette augmentation représente la plus forte croissance à l'échelle mondiale et dépasse largement les hausses enregistrées dans les hubs historiques de la richesse tels que l'Amérique du Nord (15%), l'Europe (14,5%) et l'Asie (15,8%). La fortune cumulée des particuliers africains ultra-riches que les gestionnaires de patrimoine appellent dans leur jargon les « Ultra high net worth individuals » (UHNWI) a atteint 400 milliards de dollars à fin 2025, enregistrant ainsi une croissance de 22,4%. Cette croissance, qui dépasse aussi celle de l'ensemble des autres régions du monde, s'explique essentiellement par les coûts de financement plus favorables, l'appréciation de plusieurs monnaies africaines face au dollar américain, l'accélération de la trans-

formation numérique et de nouveaux investissements liés à la demande croissante des minerais stratégiques dont regorge le continent. Malgré les fortes hausses du nombre des Africains ultra-riches et de leurs avoirs au cours de l'année écoulée, l'Afrique ne représente que 0,6% de la population mondiale des UHNWI et 0,7% de leur fortune cumulée. Le rapport souligne d'autre part que l'Afrique est en passe de devenir un hub émergent de la richesse. Le continent devrait en effet rester la région qui enregistrera la plus forte croissance du nombre de particuliers ultra-riches d'ici 2030, avec un taux de croissance annuel moyen de 8,4%, contre 8% pour la région du Pacifique, 6,9% pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 6,5% pour l'Asie, 6,1% pour l'Amérique du Nord et 5,6% pour l'Europe.

5 200 Africains ultra-riches en 2030

À la fin de la décennie en cours, l'Afrique devrait compter 5 200 particuliers ultra-riches, grâce notamment au développement massif des infrastructures, à la demande croissante des matières premières et à l'essor des marchés de consommation.

Toutefois, sa part dans la population mondiale des personnes ultra-fortunées restera inférieure à 1 %. À l'échelle mondiale, la population des UHNWI a augmenté de 14,4 % pour atteindre un nouveau record historique de 556 850 personnes en 2025. Ce taux représente la plus forte croissance annuelle depuis 2017. La fortune cumulée de ces individus a bondi de 14,3 % comparativement à 2024 pour se situer à 63 800 milliards de dollars, soit plus du double du PIB annuel des États-Unis. Les portefeuilles d'actifs des individus ultra-riches du monde entier ont été principalement soutenus par les effets d'une inflation en baisse, un flux constant de mesures de soutien budgétaires et monétaires, la résilience des bénéfices des entreprises et un enthousiasme persistant pour les investissements dans l'intelligence artificielle. Les États-Unis constituent de loin le plus grand hub de la fortune au monde, abritant 206 880 UHNWI, soit 37 % de la population mondiale des UHNWI. La Chine occupe la deuxième place à l'échelle mondiale avec 55 490 personnes ultra-riches, devant l'Allemagne (28 330), le Japon (22 435) et le Royaume-Uni (20 495).

EN 2027

Le Cameroun prévoit un recul de 24,6 % de l'activité pétro-gazière

Au Cameroun, les activités liées aux hydrocarbures sont un pilier stratégique pour l'économie du pays. En 2027, le secteur de la production pétro-gazière sera affecté avant une éventuelle relance l'année suivante. L'activité de production du pétrole et du gaz au Cameroun devrait poursuivre son déclin au cours de l'année 2027. Concrètement, elle devrait reculer de 24,6% sur la période, selon le Document de programmation économique et budgé-

taire (DPEB) à moyen terme 2027-2029, élaboré par le ministère des Finances (Minfi) en prélude au Débat d'orientation budgétaire (DOB) à l'Assemblée nationale. Selon la même source, le repli annoncé de l'exploitation pétrolière et gazière dans le pays est « en lien avec la baisse de la production des huiles brutes et davantage du gaz ». Cette précision du gouvernement intervient alors que le Cameroun s'apprête à perdre, au moins temporairement, son principal outil

d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) : le Hilli Episeyo (photo). Cette unité flottante de liquéfaction du gaz naturel, qui avait introduit le pays dans le club des producteurs de GNL en 2018, doit quitter les eaux camerounaises en juillet 2026, après huit ans d'activité au large de Kribi. Le départ de ce bateau-usine, unique infrastructure de production du GNL destiné à l'exportation au Cameroun, marque la fin d'une collaboration entre trois acteurs sur les champs

gaziers de Sanaga Sud et Ebome. Il s'agit de l'armateur norvégien Golar LNG, opérateur du Hilli Episeyo, de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), bras armé de l'État dans l'exploration et l'exploitation pétro-gazière, et du groupe français Perenco, leader de la production pétrolière au Cameroun. La production annuelle du Hilli Episeyo, initialement portée à 1,2 million de tonnes de GNL, avait été relevée à 1,4 million de tonnes à partir de 2022. R.E

POUR LA CONSTRUCTION D'UN TRONÇON DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE AU NIGERIA

La BIDC mobilise 260 millions \$

Depuis plusieurs décennies, les corridors régionaux sont au cœur des stratégies africaines d'intégration. Au-delà de la construction des infrastructures, leur succès repose aussi sur la capacité des États à lever les obstacles logistiques, commerciaux et sécuritaires. Le Nigeria bénéficiera d'un financement de 260 millions USD de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) pour la construction d'un tronçon de 123 km sur la route transsaharienne. Ce financement vise à améliorer la connectivité routière, fluidifier les échanges commerciaux, réduire les coûts logistiques et renforcer

l'intégration économique régionale. La transsaharienne figure parmi les principaux projets d'intégration du continent africain. À terme, elle doit relier directement 6 pays, à savoir l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad, à travers un réseau de 9 022 km, dont 4 498 km pour le corridor principal reliant Alger à Lagos. Ce réseau sera complété par plusieurs axes secondaires destinés à connecter d'autres pays. Au Nigeria, le corridor couvre 699 km, entre Lagos et Kongolam, à la frontière avec le Niger, selon le rapport de la CNUCED intitulé « Vers un corridor économique : Commercialisation et ges-

tion de la route transsaharienne ». Le document précise toutefois que l'itinéraire routier effectivement emprunté entre Lagos et Kongolam atteint 1 131 km, en raison du tracé des routes existantes. Lancé dans les années 1970, le projet en est à plus de 80 % des infrastructures routières désormais achevées selon la Banque africaine de développement (BAD). Une fois finalisé, il devrait renforcer les échanges entre l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. La BAD estime également que cette infrastructure permettra de réduire les coûts de transport et de logistique, de raccourcir les délais d'acheminement des marchandises, et d'améliorer la

POUR FINANCER SON DÉVELOPPEMENT Le Togo veut créer sa Caisse des dépôts et consignations

En adoptant le projet de loi créant sa Caisse des dépôts et consignations, le Togo se dote d'un outil pour transformer l'épargne interne en investissements de long terme, face à la raréfaction des financements extérieurs. Reste l'enjeu décisif : garantir l'indépendance de la future institution face au Trésor, l'un des plus grands défis de tous les modèles africains. À Lomé, le gouvernement togolais a adopté, mercredi 8 juillet, un projet de loi portant création d'une Caisse des dépôts et consignations (CDC). Ce futur outil financier public doit permettre de mobiliser l'épargne nationale pour financer les grands projets du pays. La future institution agira comme « tiers de confiance ». Selon le compte rendu du Conseil des ministres, elle sera chargée de collecter et de conserver des fonds publics et privés, de recevoir les consignations administratives et judiciaires ainsi que les cautionnements, puis de placer ces ressources de manière sécurisée. Objectif affiché : orienter cet argent vers le financement à long terme de projets structurants. Le gouvernement justifie la réforme par un contexte international de raréfaction des financements et de tensions sur les marchés de capitaux. Dans cet environnement, mobiliser les ressources internes devient une priorité. « Nous poursuivons avec détermination les réformes engagées », a écrit le président Faure Gnassingbé sur le réseau social X à l'issue du Conseil, disant vouloir renforcer l'attractivité de l'économie togolaise. Le Togo n'avance pas seul, et s'inspire d'un modèle éprouvé. Toutes ces institutions descendent de la Caisse des dépôts française, créée en 1816, matrice d'un instrument pensé pour collecter l'épargne protégée et la réorienter vers le financement de long terme. Sur le continent, le Maroc fait figure de pionnier et de champion : sa Caisse de dépôt et de gestion (CDG), née en 1959, affiche un bilan de quelque 382 milliards de dirhams, soit l'équivalent d'environ 23 000 milliards de FCFA, soit près de 40 milliards de dollars. Dans l'espace ouest-africain, le Bénin offre le précédent le plus solide : sa Caisse des dépôts et consignations, créée en 2018, a vu son bilan franchir la barre des 1000 milliards de FCFA en 2024, à 1061,97 milliards, portée pour l'essentiel par les réserves de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). La Côte d'Ivoire, opérationnelle depuis 2019, avait pour sa part, mobilisé quelque 254 milliards de FCFA entre 2019 et 2022. Le Cameroun a activé sa caisse en 2023, après quinze ans de blocage, et le Congo a adopté son propre texte en mai. Pour les observateurs, l'efficacité d'une telle caisse dépendra surtout de sa gouvernance. Le principal risque serait de voir l'institution se transformer en financeur captif du Trésor public, au lieu de jouer pleinement son rôle d'investisseur de long terme. La question de l'indépendance de la future CDC togolaise, que le compte rendu n'aborde pas, sera donc scrutée lors de l'examen du texte. Le même Conseil des ministres a par ailleurs adopté un second projet de loi sur la modernisation des juridictions commerciales et annoncé la tenue, le 3 septembre à Lomé, d'une conférence sur les partenariats public-privé (PPP). Autant de signaux d'une volonté d'attirer les investisseurs. Le projet de loi créant la CDC doit désormais être examiné par l'Assemblée nationale. Ce n'est qu'après son adoption et sa promulgation que la nouvelle institution pourra réellement voir le jour. Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales reculent, entre Moyen-Orient et doutes sur l'IA

Les marchés boursiers mondiaux cèdent du terrain lundi, face à la hausse des prix du pétrole en raison d'une nouvelle escalade au Moyen-Orient, et à un regain d'inquiétude concernant l'intelligence artificielle (IA), qui pèse particulièrement sur l'Asie.

R I/Agence

En Europe, dans les premiers échanges vers 9h15, Francfort perdait 0,11%, Paris 0,10% et Milan 0,05%. Seule Londres grappillait 0,27%, grâce à la hausse de ses majors pétrolières qui bénéficient de la montée des prix du brut, à l'image de BP (+2,79%) et Shell (+1,81%) L'armée américaine a encore bombardé l'Iran ce week-end, Téhéran ripostant lundi en visant des pays de la région alliés de Washington, des frappes d'une ampleur sans précédent des deux côtés depuis le cessez-le-feu du 8 avril.

Au cœur de la reprise des hostilités, le détroit d'Ormuz, où passait avant la guerre 20% du commerce mondial d'hydrocarbures, et sur lequel Téhéran veut garder le contrôle instauré dans les premiers jours de la guerre.

Cette escalade provoque un regain de tension sur les prix du pétrole. Vers 8h45, le baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale, grimpeait de 3,82% à 78,91 dollars.

Son équivalent américain, le WTI, gagnait 3,92%, à 74,21 dollars le baril.

Cette nouvelle hausse du brut provoque à son tour "des anticipations d'inflation, qui alimentent une hausse des taux d'intérêt" des dettes des Etats, a expliqué Ipek Ozkar-deskaya, analyste pour Swissquote.

Le rendement à échéance dix ans allemand, référence en Europe, atteignait ainsi 3,08%, contre 3,06% vendredi soir en clôture. Or, des taux d'intérêt plus élevés accroissent l'intérêt des obligations, perçues comme plus sûres, au détriment des actions.

Le dollar, valeur refuge et monnaie internationale sur le marché pétrolier, restait en revanche stable (+0,06%) face à la monnaie unique européenne, à 1,1407 dollar pour un euro.

Les semi-conducteurs en souffrance, Séoul dégringole

A ce contexte tendu s'ajoute un regain des inquiétudes sur les promesses de croissance liées à l'IA, qui permet depuis mars aux marchés actions de grimper et de résister aux secousses géopolitiques.

Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus de la rentabilité future des investissements massifs des géants de la tech pour développer l'IA et des valorisations gigantesques du secteur des semi-conducteurs, premier bénéficiaire de ces dépenses.

L'indice coréen Kospi, baromètre de la confiance des marchés sur cette thématique, a dévié de 8,95%, plombé par SK hynix (-15,37%), dégringolant après sa montée fulgurante de vendredi, dans la foulée de son introduction à Wall Street.

Samsung Electronics, lui aussi coté à Séoul, a chuté, perdant 10,70%. Ailleurs sur le continent, la Bourse de Tokyo a perdu 1,92%, elle aussi plombée par un recul des semi-conducteurs, à l'image d'Advantest (-3,39%) et Renesas (-6,15%).

En Europe, le secteur reculait également: Infineon perdait 2,57% à Francfort, ASML 1,53% à Amsterdam et STMicroelectronics 0,92% à Paris.

Résultats et indicateurs au programme de la semaine

Si la séance du jour s'annonce pauvre en rendez-vous, la semaine va être chargée, alors que la saison des résultats prend de l'ampleur.

Les semi-conducteurs seront d'ailleurs à l'honneur, avec le néerlandais ASML et le taiwanais TSMC. Ces derniers "devraient afficher de bons résultats, soutenus par les dépenses liées à l'IA", selon Ipek Ozkardeskaya.

Mais la "vraie question sera comment le

marché réagira", ajoute-t-elle.

Aux Etats-Unis, "la saison des résultats des grandes banques américaines s'ouvrira avec Bank of America, Citigroup, Goldman Sachs, JPMorgan et Wells Fargo", relèvent les analystes de Natixis.

Autre rendez-vous de la semaine: la publication de l'inflation aux Etats-Unis, première économie mondiale, pour le mois de juin, un indicateur

déterminant pour la suite de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Si l'institution monétaire n'a pas relevé ses taux lors de la dernière réunion, son nouveau président Kevin Warsh, s'est montré plus offensif que prévu face à la montée de l'inflation dans le pays en raison de la guerre au Moyen-Orient.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 13 Juillet 2026 Valeur : 15 Juillet 2026				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.9773	132.9923
1	EUR	EURO	152.0994	152.1432
1	GBP	POUND STERLING	178.2538	178.2978
100	JPY	JAPANESE YEN	82.0442	82.0737
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6109	19.6154
1	CHF	SWISS FRANC	164.5555	164.6148
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.0700	94.1005
1	DKK	DANISH KRONE	20.3479	20.3533
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7753	13.7789
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6233	13.6275
1	AED	UAE DIRHAM	36.2030	36.2091
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4172	35.4231
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.0250	432.2142
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.7685	45.2184
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2400	14.2416
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7072	20.8135
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3195	3.3298
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.7894	180.7894

EUROPE

Modeste progression des marchés, le pétrole au rebond

Hormis Amsterdam, les marchés actions européens progressent légèrement à la mi-séance, sur fond de vives tensions continues au Moyen-Orient. L'Iran a averti aujourd'hui "qu'il ne se considérerait plus lié au protocole d'accord conclu en juin avec les Etats-Unis si ce dernier ne respectait pas ses engagements pris en vue de mettre fin à la guerre". Vers 12h, le CAC 40 gagne 0,07% à 8 344,92 points et pourrait conclure la séance sur une troisième hausse consécutive. L'Euro Stoxx 50 s'adapte 0,17% à 6 280,44 points.

Téhéran a fermement condamné, dans la nuit de dimanche à lundi, les frappes américaines sur son territoire, accusant Washington d'avoir "réduit à néant tous les efforts de ces derniers mois" visant à rétablir la paix dans la région.

L'Iran accuse Washington de violer tous les termes du protocole d'accord

De plus, dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, l'Iran a également blâmé

les États-Unis d'avoir "ouvertement violé quasiment tous les termes" du protocole d'accord conclu en juin, causant le "retour de l'insécurité" dans le détroit d'Ormuz.

En réponse aux attaques américaines, Téhéran a d'ailleurs annoncé la fermeture "jusqu'à nouvel ordre" de ce détroit du golfe Persique, par lequel circule un cinquième du commerce mondial d'hydrocarbures.

"Plusieurs navires ont tenté d'emprunter une route non autorisée et ont ignoré nos avertissements et nos rappels", ont justifié les Gardiens de la Révolution.

"Un navire qui avait mis en danger la sécurité maritime en désactivant ses systèmes a été touché par des tirs d'avertissement et arrêté", ont-ils précisé.

De son côté, l'armée américaine a affirmé avoir frappé la veille contre "des dizaines de cibles" en Iran, pour la deuxième journée consécutive, se disant prête à "garantir que la liberté de navigation reste assurée" dans le détroit d'Ormuz. Les forces américaines "ont visé des systèmes iraniens de défense aérienne,

des radars côtiers, des capacités de missiles et de drones, ainsi que de petites embarcations" a écrit le commandement américain pour le Moyen-Orient (Centcom) sur X.

Ce lundi, le porte-parole de la diplomatie Esmail Baghaï, a déclaré que "le rôle des médiateurs est de poursuivre leurs efforts pour prévenir une escalade des tensions", en ajoutant que son pays avait été en contact "ces derniers jours" avec le Qatar et Oman, deux pays visés militairement par Téhéran, ainsi que le Pakistan.

En raison de la reprise des hostilités au Moyen-Orient, les cours du pétrole rebondissent. Le Brent gagne 2,32% à 77,66 dollars. Le WTI avance de 1,98% à 72,97 USD.

Dans l'actualité des sociétés, Stellantis a publié ses estimations de livraisons consolidées pour le deuxième trimestre 2026. Porté par un solide renouvellement de gamme et une accélération sur le marché électrique européen, le groupe affiche une croissance globale robuste, en dépit de vents contraires géopo-

litiques et macroéconomiques dans les pays émergents. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2026, Stellantis a livré environ 1,6 million de véhicules, marquant une progression de 10% sur un an.

Rémy Cointreau (+0,74%) surperforme la tendance générale à la Bourse de Paris lundi matin, à la faveur d'un relèvement d'objectif de cours des analystes de Deutsche Bank. Ils continuent cependant de faire preuve de prudence sur le titre du groupe français de spiritueux. A une quinzaine de jours de la publication du chiffre d'affaires du premier trimestre 2026-27, la banque allemande indique relever sa cible sur la valeur de 33 à 38 EUR. Elle anticipe une croissance organique positive de 0,4% sur la période avril-juin, la vigueur attendue du cognac (+0,4%) l'emportant sur le repli de 1,1% envisagé pour l'activité de liqueurs et spiritueux.

Lhyfe bondit de 19,5%. Le spécialiste de la production d'hydrogène renouvelable pour la décarbonation de l'industrie et de la mobilité a signé un partenariat

d'envergure avec Messer, la plus grande entreprise privée au monde spécialisée dans la production et la distribution de gaz industriels, médicaux, électroniques et spéciaux. L'accord prévoit une prise de participation de Messer de 30% dans quatre des sites de production d'hydrogène de Lhyfe en France et en Allemagne. En parallèle, les deux partenaires signeront un contrat d'une durée de 10 ans portant sur l'approvisionnement en hydrogène renouvelable.

En Europe, AkzoNobel gagne 2,02% après avoir pris note des récents commentaires parus dans les médias. L'entreprise néerlandaise spécialisée dans les peintures et les produits chimiques confirme la réception de plusieurs propositions conditionnelles non contraignantes de la part de Nippon Paint Holdings concernant l'acquisition potentielle de son activité Peintures Décoratives, sur la base d'une valeur d'entreprise de 7,5 milliards d'euros.

FAILLITES D'ENTREPRISES EN ALLEMAGNE

Record sur 21 ans au deuxième trimestre 2026

L'institut IWH de Halle a recensé 4 996 défaillances de sociétés de capitaux au deuxième trimestre 2026, le plus haut niveau pour un printemps depuis 2005.

La première économie de la zone euro traverse une crise structurelle qui pèse sur les perspectives françaises. Illustration abstraite d'une économie industrielle fragilisée, formes descendantes en gradient bleu profond et vert émeraude évoquant la contraction et le risque de défaillance des entreprises. La première économie de la zone euro enchaîne les mauvais chiffres. Selon l'institut de recherche économique de Halle (IWH), dont le rapport a été publié le 10 juillet 2026, l'Allemagne a enregistré 4 996 défaillances de sociétés de personnes et de sociétés de capitaux au deuxième trimestre, un chiffre en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agit du niveau le plus élevé pour un deuxième trimestre depuis 2005, année où l'IWH avait dénombré 5 295 procédures. Pour le seul mois de juin, 1 702 entreprises ont déposé le bilan, soit 20 % de plus qu'un an plus tôt et 80 % au dessus de la moyenne d'avant pandémie. Ce record intervient alors que l'économie allemande sort de deux années de contraction consécutives, une première depuis plus de vingt ans, et ne devrait renouer qu'avec une croissance de 0,5 % en 2026. Pour les épargnants français, la santé du voisin d'outre Rhin n'a rien d'anecdotique : l'Allemagne reste le pre-

mier partenaire commercial de la France et le moteur de la monnaie unique.

Une vague de défaillances qui touche tous les secteurs

La particularité de ce trimestre tient à l'ampleur du phénomène. La progression des faillites concerne la quasi totalité des grands secteurs de l'économie allemande. Le bâtiment, l'immobilier, le commerce, l'hôtellerie et les services ont tous atteint des sommets inédits depuis janvier 2020. Seule l'industrie manufacturière est restée sous ses niveaux du deuxième trimestre 2025, un maigre répit dans un tableau d'ensemble dégradé. L'impact social est considérable. Les défaillances du deuxième trimestre ont menacé environ 45 500 emplois. Rien qu'en juin, les 10 % de sociétés les plus importantes parmi celles ayant fait faillite employaient plus de 14 000 salariés, un chiffre en hausse de 26 % sur un mois et de 30 % au dessus de la moyenne d'avant crise sanitaire. Les chiffres actuels montrent que l'activité de défaillance reste à un niveau extraordinairement élevé. La situation est difficile : les faillites frappent l'économie de manière large. De nombreux secteurs et de nombreuses régions sont touchés simultanément.

Les racines d'une crise structurelle

Les économistes s'accordent sur le caractère durable de cette dégradation. Trois facteurs se conjuguent. Le coût de l'énergie, d'abord, reste élevé depuis l'abandon progressif des importations de pétrole et de gaz russes engagé après 2022, une contrainte lourde pour un tissu industriel énergivore. La flambée récente du brut liée aux tensions au Moyen Orient a ravivé cette pression sur les marges. Les taux d'intérêt, ensuite, ont renchéri le crédit et l'investissement. La Banque centrale européenne a porté son taux de dépôt à 2,25 % le 11 juin 2026, refermant la parenthèse de l'argent bon marché qui avait longtemps maintenu à flot des entreprises fragiles. La faiblesse de la demande intérieure, enfin, prive les sociétés du débouché domestique qui pourrait compenser le repli des exportations. L'automobile cristallise ces difficultés. Le secteur, longtemps fer de lance de l'excédent commercial allemand, subit une réorganisation profonde, à l'image des mesures de restructuration engagées par les grands constructeurs. Les équipementiers, souvent des sociétés de taille intermédiaire moins bien capitalisées, encaissent le choc de plein fouet

Agence

AUTRICHE

Action face aux principaux défis environnementaux

Pour continuer de progresser sur les plans social et environnemental malgré les contraintes budgétaires, l'Autriche devra recourir à des politiques plus efficaces par rapport à leur coût et renforcer la gouvernance. L'Autriche est une petite économie ouverte dotée d'une solide industrie manufacturière et exportatrice de biens à forte valeur, mais qui est tributaire des importations de combustibles fossiles. Sa population jouit d'un niveau de vie relativement élevé et se concentre de plus en plus dans les zones métropolitaines de grande taille et de taille moyenne (OCDE, 2024[1]), tandis

que la plupart des régions – caractérisées par des paysages de montagne et de vastes étendues forestières – restent faiblement peuplées. L'économie a affiché une croissance soutenue au cours des années 2010, avant de se contracter nettement durant la pandémie de COVID-19 et d'entrer en récession en 2022. La reprise s'est amorcée en 2025, mais la croissance devrait rester hésitante (OCDE, 2025[2]). Les tensions budgétaires se sont intensifiées en 2024 et ont entraîné l'adoption d'un plan d'assainissement budgétaire qui n'a pas épargné les dépenses liées à l'environ-

nement. Il est d'autant plus nécessaire d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques et de mobiliser des investissements privés par des réglementations et des incitations bien conçues (section 1.2). Entre 2010 et 2024, l'Autriche a découplé certaines pressions environnementales de l'activité économique, et cette évolution s'est accélérée dans les années 2020, ce qui tient en partie au ralentissement économique. En dépit de l'expansion de l'économie, les approvisionnements en énergie, les émissions de gaz à effet de serre (GES) et celles des principaux polluants atmosphériques ont baissé ou pro-

gressé moins vite que le produit intérieur brut (PIB) (Graphique 1). La consommation intérieure de matières (CIM) est restée étroitement liée aux performances économiques jusqu'à ces dernières années et la production totale de déchets a augmenté plus vite que le PIB, ce qui souligne la nécessité de renforcer la circularité (section 2). La biodiversité demeure soumise à des pressions, et le pays est très exposé aux événements météorologiques extrêmes liés à la modification du climat, en particulier les inondations.

R I.

ROYAUME-UNI

Londres va réglementer les fournisseurs de services cloud afin de préserver la stabilité financière

Le Royaume-Uni a désigné les fournisseurs de services cloud Microsoft MSFT.O, Google GOOGL.O, Amazon AMZN.O et Oracle ORCL.N comme fournisseurs tiers essentiels pour son secteur financier, les plaçant ainsi sous surveillance réglementaire directe. Cette mesure vise à renforcer la résilience des établissements financiers en réduisant le risque de perturbations à grande échelle dues à des cyberattaques ou à des pannes technologiques. "Alors que les banques, les assureurs et les infrastructures des marchés financiers dépendent de plus en plus des services cloud, une perturbation chez un fournisseur majeur pourrait affecter plusieurs entreprises simultanément, ce qui pourrait avoir des répercussions sur les services dont dépendent les clients", a déclaré le gouvernement dans un communiqué publié vendredi. Le gouvernement a désigné Microsoft Ireland Operations Ltd, Google Cloud EMEA Ltd, Amazon Web Services EMEA SARL et Oracle Corporation UK Ltd comme tiers essentiels, avec effet au 13 juillet. Ces entreprises seront supervisées conjointement par la Banque d'Angleterre, l'Autorité de régulation prudentielle et l'Autorité de conduite financière. Elles seront tenues de se soumettre à des tests de résilience, de réaliser régulièrement des auto-évaluations et de signaler tout incident majeur. L'approche britannique contraste avec celle de l'Union européenne, qui a désigné en novembre 19 entreprises de technologie et de services dans le cadre d'un dispositif similaire. Un porte-parole de Google Cloud a déclaré: "Grâce à une mise en œuvre efficace et à un engagement significatif du secteur, ce nouveau cadre relatif aux tiers critiques peut renforcer la résilience à long terme de l'écosystème financier britannique et améliorer la compréhension, la transparence et la confiance entre toutes les parties."

Agence

AGGRAVÉ PAR UNE AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE "DE FACTO"

Le ralentissement de la Chine au T2

Le ralentissement économique de la Chine au deuxième trimestre a été exacerbé par un épisode sous-estimé d'« austérité budgétaire de facto », les gouvernements central et locaux ayant apporté moins de soutien que prévu malgré la position officielle pro-croissance de Pékin, a indiqué Citi dans un rapport publié à l'approche d'une semaine cruciale de données économiques. Citi définit l'« austérité budgétaire de facto » comme une situation dans laquelle la politique budgétaire devient moins favorable à la croissance sans qu'il y ait de réductions formelles des dépenses, la combinaison de recettes publiques plus élevées et d'une baisse des dépenses des collectivités locales

réduisant le stimulus budgétaire global. La banque a indiqué que la faiblesse des dépenses publiques était devenue un frein important à l'investissement et à la consommation, estimant que la politique budgétaire s'était resserrée de manière inattendue alors même que les décideurs cherchaient à stabiliser la croissance dans un contexte de ralentissement prolongé du secteur immobilier et d'une demande intérieure fragile. Ce rapport est publié à l'approche d'une semaine chargée pour l'économie de la Chine, les investisseurs attendant les données commerciales de juin, la croissance du crédit, le PIB du deuxième trimestre, la production industrielle, les ventes au détail et l'investissement en actifs fixes, qui permet-

tront de mieux évaluer si la deuxième économie mondiale a retrouvé de l'élan en fin de trimestre. Les économistes s'attendent globalement à ce que la croissance annuelle du PIB ralentisse de 5 % au premier trimestre à environ 4,5 %. Citi a indiqué que le déficit budgétaire global s'est réduit à 2,2 % du PIB entre janvier et mai, contre 2,4 % un an plus tôt, reflétant un resserrement inattendu des conditions budgétaires plutôt qu'une expansion. Selon la banque, le gouvernement central a contribué à ce resserrement grâce à des recettes fiscales supérieures aux prévisions, soutenues par la fermeté des prix à la production et un renforcement du contrôle fiscal, tandis que les gouvernements locaux ont réduit leurs

dépenses en raison de la baisse des recettes issues des ventes de terrains, des contraintes d'endettement et d'un manque de projets d'infrastructure viables limitant leur capacité à stimuler l'économie. La banque a souligné un net ralentissement de l'investissement en actifs fixes et un affaiblissement des dépenses de détail comme preuves que la réduction du soutien budgétaire pesait sur la demande intérieure. Elle a précisé que la réduction des subventions aux programmes d'échange de biens de consommation et le ralentissement du décaissement des fonds publics avaient également freiné les dépenses des ménages au cours du trimestre.

R E.

Pourquoi vous attrapez votre téléphone dès le réveil et comment en finir avec cette sale manie

Des études britanniques et américaines ont établi un lien entre d'anciens réflexes primitifs et le fait d'attraper son smartphone dès le réveil. Le rapport est plus étroit qu'on ne le pense. Si hier, il était question de survie, aujourd'hui, c'est plutôt d'une sale habitude dont il est possible de se passer.



Pourquoi 81 % des Britanniques attrapent leur téléphone dès le réveil, comme 60 % des Américains de moins de 30 ans dans les dix minutes suivant leur réveil ? Parce que c'est un réflexe. La dopamine libérée à chaque notification, une amygdale activée au moindre fil d'actualité négatif, on reproduit tout simplement des réflexes hérités de l'évolution, selon le psychothérapeute John Puls et le psychologue clinicien Ari Lakritz. Mais cela n'a rien à voir avec les origines. Un adulte français passe en moyenne quatre heures par jour devant un écran, selon le baromètre du numérique de l'Arcep, et certains adolescents en cumulent quatorze à quinze. À Londres, à New York ou à Périgueux, tous les matins, c'est la même comédie, comme dit la chanson. La main sort du lit et cherche le téléphone avant l'ouverture complète des yeux. Le rapport entre l'écran et l'amygdale semble lointain, il est pourtant plus étroit qu'il n'y paraît.

Le réflexe d'attraper son téléphone avant de sortir du lit le matin

75 % des personnes interrogées par Virgin Media O2 ouvrent une application de réseau social dans les premières minutes, 52 % consultent l'actualité avant de quitter le lit. On note trois pics de connexion sur le réseau britannique, à 6 heures, 7 heures et 8 heures, aux horaires où sonnent le plus d'alarmes.

Aux États-Unis, 43 % des adultes parcourent internet ou une application dans les dix minutes avant de s'endormir, 61 % chez les moins de 30 ans. Un

tiers d'entre eux dort avec le téléphone à portée de main, sur le lit ou juste à côté. Malgré cela, plus d'un adulte sur deux souhaite réduire ce temps d'écran.

La dopamine et l'amygdale héritées de l'évolution

La dopamine est réservée à l'origine à la recherche de nourriture. L'amygdale est conçue pour signaler un prédateur à l'affût. Deux réflexes sans rapport apparent avec un écran tactile, mais qui sont pourtant à l'origine du même geste matinal, selon le psychothérapeute John Puls.

La libération de dopamine, déclenchée par chaque notification, procure une sensation de récompense recherchée dès le réveil, selon le psychothérapeute. Les voisins remplissaient autrefois ce rôle de connexion sociale, avant que le défilement des réseaux ne prenne leur place. Certains patients suivis par le psychothérapeute décrochent difficilement de leur téléphone après un différend personnel, un apaisement temporaire qu'ils retrouvent en scrollant par exemple sur Instagram. Un autre mécanisme se met également en place lorsque l'on fait défiler les publications sur les réseaux sociaux. C'est l'activation de l'amygdale, structure cérébrale héritée de l'évolution. Elle s'active à la moindre menace signalée dans le moindre fil d'actualité négatif, selon le psychologue clinicien Ari Lakritz. Une catastrophe survenue à des milliers de kilomètres capte l'attention avec la même intensité qu'un péril proche, et produit les mêmes effets sur le niveau de stress. Le corps libère du cortisol dès l'ouverture des notifica-

tions, l'hormone associée à la réaction de fuite ou de combat, avant même le premier café.

Juste après le réveil, une phase particulière, l'inertie du sommeil, durant laquelle les fonctions cognitives n'ont pas encore retrouvé leur plein régime, se met en place, selon le psychologue britannique Antonio Kalentzis, membre de la British Psychological Society. Le cortex préfrontal, responsable de la prise de décision et du contrôle des impulsions, encaisse alors une surcharge de notifications avant son réveil complet.

Certains adolescents cumulent quinze heures d'écran par jour. Chez les plus jeunes, l'intensité du même mécanisme est bien plus intense. Certains adolescents suivis en consultation par le psychothérapeute confient rester sur leurs écrans quatorze à quinze heures par jour, soit la majorité de leurs heures d'éveil. Il en résulte un contact quotidien perdu avec l'entourage réel et une reconnaissance sociale recherchée auprès des pairs. Faute d'alternative acceptée par leur groupe, certains assimilent leur présence en ligne à leur existence sociale, d'après le psychothérapeute. Avec ces brouillages, les spécialistes ont de plus en plus de mal à poser un diagnostic. Chez les plus jeunes, il est plus compliqué de distinguer un trouble de l'attention qu'une accoutumance aux écrans, selon le psychologue clinicien Ari Lakritz. Les professionnels repéraient ce trouble plus facilement avant la multiplication des écrans dans l'enfance.

Heureusement, certaines plateformes et régulateurs réagissent. TikTok ap-

plique désormais une limite quotidienne de 60 minutes aux comptes de moins de 18 ans. La Commission européenne réclame par ailleurs une refonte des interfaces de Facebook et Instagram, jugées conçues pour capter l'attention des plus jeunes.

Conseils pour réduire cette dépendance aux réseaux sociaux dès le réveil ou avant le coucher

En dehors des mesures prises par les plateformes, tout un chacun peut trouver des solutions et les adapter à ces mauvaises habitudes. La plus difficile peut-être est de couper les notifications dès le coucher. Non seulement pour un sommeil plus réparateur, mais surtout pour réduire la production de dopamine et de cortisol. On a regroupé pour vous une petite sélection d'applications qui limitent également l'accès aux réseaux sociaux, que vous trouverez à la fin de cet article.

D'autres outils sont déjà installés sur la plupart des téléphones pour compléter ces dispositifs. Sur iPhone comme sur Android, Temps d'écran et Bien-être numérique, affichent la durée passée sur chaque service et bloquent l'accès une fois la limite atteinte.

Enfin, un changement progressif est préférable à une coupure brutale, selon Ari Lakritz. Il suffit de réduire le temps d'écran hebdomadaire de 10 % pour amorcer un changement, sans renoncement total au numérique, toujours selon le psychologue clinicien.

Une voiture à trois roues plutôt que quatre, mais d'où vient cette mauvaise idée ?

On aurait pu penser que le marché des véhicules à trois roues ne serait plus constitué que de quelques scooters. Pourtant, Fiat lance son Tris, un hommage à l'Ape, son petit utilitaire emblématique. Au siècle dernier, plusieurs autres constructeurs européens se sont essayés à ces véhicules atypiques. Alors pourquoi persister à produire des voitures instables alors que, depuis toujours, on sait que la solution tient dans l'ajout d'une quatrième roue ? Retour sur la raison d'être de ces drôles d'engins.



Un utilitaire avec du capital sympathie avant même qu'il soit commercialisé, voilà qui n'est pas courant et pourtant, c'est le cas du Fiat Tris, qui devrait être commercialisé début 2027. Outre son look néo-rétro, ce qui fait essentiellement son charme, c'est que, comme l'Ape dont il s'inspire, il ne possède que trois roues : une à l'avant et deux à l'arrière ! Sur le papier, cette disposition n'a guère d'avantages par rapport aux quatre roues d'une voiture standard. Elle peut même éveiller quelques craintes en matière de stabilité. Aujourd'hui, Fiat vante un produit reprenant les atouts du vélo-cargo et de l'utilitaire classique en un seul véhicule, avec une grande maniabilité, un encombrement réduit, mais une belle capacité d'export.

Mais derrière ce discours marketing, connaissez-vous la véritable raison d'être des véhicules à trois roues ? Le premier du genre n'est autre que la Benz Patent-Motorwagen de 1885, régulièrement considérée comme la première véritable voiture de l'histoire. À ce moment-là, l'automobile en est à ses balbutiements, à tel point que les quatre roues ne sont pas encore une règle universelle. Toutefois, avec une vitesse de pointe de 16 km/h, cette architecture ne montre pas encore ses limites. Le véritable essor des véhicules à trois roues arrive au lendemain de la Seconde Guerre

mondiale, avec des interprétations différentes d'un pays à l'autre.

De scooter à benne à symbole de l'Italie

En Italie, Piaggio présente son premier Ape en 1946 en même temps que la Vespa. La toute première version n'est autre qu'un scooter utilitaire. Pour que le plateau arrière soit stable, le petit engin reçoit deux roues à l'arrière. Le but de ce produit est tout simplement de proposer l'utilitaire le moins cher possible par rapport aux modèles traditionnels, inaccessibles à une partie de la population au lendemain de la guerre. Bien qu'il gardera longtemps des moteurs issus des scooters du constructeur et une direction via un guidon, l'Ape va progressivement s'éloigner du monde du deux-roues pour partager davantage de similitudes avec celui de l'automobile. L'apparition d'une cabine fermée en est sans doute l'exemple le plus frappant. Dans les années 80, l'Ape va continuer de s'éloigner de ses principes de base en adoptant, en option, un moteur diesel et un volant dans sa version TM. Cette version plus volumineuse ne partage plus grand-chose avec son cousin à deux roues, si ce n'est sa grande praticité, qui en fera un outil de choix pour de nombreux artisans en centre-ville et autres services municipaux appréciant sa maniabilité hors pair. L'engin va aussi

connaître une carrière extraordinaire en Inde, où il sera massivement utilisé comme taxi : les fameux tuk-tuks.

Reliant, un concept renversant

Le Royaume-Uni a sa propre interprétation de la voiture à trois roues avec la marque Reliant. Fondée en 1935, elle se spécialise immédiatement dans les véhicules à trois roues. Contrairement à Piaggio, cette solution n'est pas forcément synonyme de gabarit réduit : les premiers modèles sont des utilitaires assez volumineux, avec un poids en charge pouvant atteindre 4 tonnes. Ces premiers modèles sont encore assez hybrides entre le monde de la moto et celui de l'automobile. Il faut attendre l'après-guerre pour voir apparaître de véritables voitures à trois roues. La première sera la Regal, vendue de 1953 à 1973. Suivant les phases, ses lignes ressemblent beaucoup à celles d'une Ford Anglia, la voiture des Weasley dans Harry Potter, mais aussi une star du marché automobile anglais dans les années 60. Elle introduira, entre autres, l'usage de matériaux comme l'aluminium ou la fibre de verre sur une voiture accessible au grand public. D'ailleurs, si l'on est pointilleux, elle n'est pas une voiture, et c'est là tout son intérêt. Sa roue en moins et son poids contenu (moins de 450 kg) lui permettent d'être

considérée comme une moto et donc d'être conduite avec un permis A, moins cher que le permis auto. De plus, ce statut lui permet d'éviter certaines taxes liées à la circulation automobile. La Regal laissera ensuite sa place à la Reliant Robin et à la Bond Bug, une variante sportive. Bien que tombées en désuétude à partir des années 90 face aux voitures conventionnelles, supérieures en tous points, les Reliant vont entrer dans la légende grâce à une émission bien connue des amateurs d'automobile : Top Gear. On y voit Jeremy Clarkson s'amuser à se moquer du manque de stabilité des voitures à trois roues en retournant une Robin à chaque virage, celle-ci ayant été modifiée pour être encore moins stable qu'à l'origine. Même les Français créeront leurs véhicules à trois roues avec la confidentielle marque Poirier. L'objectif était ici bien différent. L'idée consistait à concevoir des véhicules adaptés aux handicapés de guerre. Bien plus sommaires que les Reliant ou les Ape, les Poirier pouvaient se résumer à un châssis tubulaire avec une chaise et un moteur de mobylette Motobécane, ou à un châssis en tôle emboutie avec un moteur Ydral 125 cm³ deux temps pour les modèles Monoto XW5, XW6 et XW7, plus cossus. La production restera toutefois ultra limitée et la marque disparaîtra à l'orée des années 70.

Mots fléchés

EFFLEURÉE PETIT VILLAGE		ABAN-DONNÉE FRUIT ROUGE		LEQUEL CONSTER-NÉS		PESANT		PROTÈGE LE MAJEUR FONTE DES NEIGES		DÉSINTÉ-RESSÉ REÇOIT LES BULLETINS	
						ARÔME ROTI DE VEAU					
GROSSIER COUVRE-CHEF									DIEU SOLAIRE		
					TRÈS PRESSÉ DÉBRAILLÉ						
RÉCITAL AMOUREUX COUTUMES									DUPÉ CONDIMENT		
		BEAUCOUP NATURISTE				DONNE LE TON AUTRUCHE				ÉTAT AMÉRICAIN	
VITALITÉ DIVERTIS-SEMENT							FAC DE TECHNO NIVELA				
			ARTICLE ÉTRANGER ÉGRATIGNE			POUR FAIRE LA BIÈRE JEUNE FILLE VERTUEUSE					PARTIE DE TENNIS
ÉLÉGANT	CONVOITER INDIEN ET RELIGIEUX								BONNE CARTE CALEPIN		
				PEINTURE À L'EAU COUSIN DU LOIR							
SÉPARÉS DU RESTE REPAIRE						POSSESSIF GENDARME DE LA TÉLÉ				MONNAIE COURANTE	
					DRÔLE D'OISEAU						BOISSON
BAISSES DE NIVEAU BAS DE GAMME							À L'ÉTAT NATUREL CONDITION				
		INTERJEC-TION			ENNUIERA						
CANAL DU PIPi						DE MÊME					

PÉTROLE

Le Brent à 77,41 dollars le baril

Les cours du pétrole montaient lundi, en raison d'un regain de tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 1,84% à 77,41 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en août, mon-
tait de 1,86% à 72,74 dollars.



HYDROCARBURES

Abdelkader Cherfaoui,
nouveau président
d'Alnaft

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures Mohamed Arkab, a procédé, hier à Alger, à l'installation de Abdelkader Cherfaoui en qualité de nouveau président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), en remplacement de Samir Bakhti. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Arkab a indiqué que cette installation s'inscrit dans "la dynamique continue que connaît le secteur des hydrocarbures, en concrétisation de la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité énergétique, à promouvoir l'investissement, à valoriser nos ressources naturelles et à consolider la place de l'Algérie en tant que partenaire fiable et acteur de premier plan sur les marchés énergétiques régionaux et internationaux". Soulignant la place "centrale" qu'occupe Alnaft au sein du dispositif institutionnel du secteur, le ministre a relevé que les mutations accélérées que connaît le secteur mondial des hydrocarbures imposent "la nécessité de poursuivre la modernisation des outils de gestion, d'améliorer le climat de l'investissement et de renforcer l'attractivité de l'Algérie pour attirer des investissements de qualité, au service de l'économie nationale et d'une exploitation optimale de nos ressources naturelles". La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence de hauts cadres du ministère des Hydrocarbures, ainsi que du président-directeur général du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, et du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, ainsi que des cadres de l'Agence.
APS

MDN

Des réseaux criminels
transfrontaliers
neutralisés et plus de 6
quintaux de kif traité
saisis à Alger et Tlemcen

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont neutralisé, dimanche, des réseaux criminels transfrontaliers, avec l'arrestation de 17 narcotrafiquants et la saisie de plus de 6 quintaux de kif traité au niveau des wilayas d'Alger et Tlemcen, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts de lutte contre les barons de la contrebande et les narcotrafiquants, et suite à une exploitation efficiente des informations, les personnels de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger en 1ère Région militaire et de la wilaya de Tlemcen en 2ème Région militaire, ont mis fin, dimanche 12 juillet 2026, à l'activité de réseaux criminels transfrontaliers, par l'arrestation de 17 narcotrafiquants et à la saisie de 6 quintaux et 35 kilogrammes de kif traité et 1350 comprimés psychotropes, ainsi que 5 véhicules utilitaires et une motocyclette", précise la même source. "Dans le même contexte, des détachements de l'Armée nationale populaire relavant du Secteur militaire de Ouargla en 4ème Région militaire, ont arrêté 2 narcotrafiquants et saisi un quintal de kif traité ainsi qu'un véhicule utilitaire et une somme d'argent provenant de cette activité criminelle, portant ainsi la quantité totale de kif traité saisie à plus de sept 7 quintaux", note le communiqué. "Cette opération qualitative dénote, une fois de plus, la mobilisation des unités de l'ANP en toutes circonstances, pour faire face et mettre en échec toute tentative visant à porter atteinte à la sécurité du citoyen", ajoute la même source.

ALGÉRIE - MOZAMBIQUE

Signature d'un accord sur les services
de transport aérien

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a reçu, lundi à Alger, le ministre des Transports et de la Logistique de la République du Mozambique, Joao Matlombe, qui effectue une visite de travail en Algérie, dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre les deux pays. Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné les voies de renforcement de la coopération bilatérale dans le secteur des transports, passé en revue les perspectives de son développement, tous modes confondus, notamment les transports terrestre, maritime, aérien et ferroviaire, et échangé les vues sur les questions d'intérêt commun. Dans ce cadre, M. Sayoud a mis en avant la "dynamique" que connaît le secteur des transports en Algérie, tous modes confondus, "grâce à l'intérêt particulier qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à ce secteur stratégique". Cette attention se traduit par les grands projets de développement du réseau ferroviaire, avec à leur tête la ligne minière

de l'Ouest reliant Gara Djebilet à Béchar et Oran, la ligne minière de l'Est, ainsi que le projet de la ligne Alger-Tamanrasset, mais aussi par le renforcement de la flotte d'Air Algérie par de nouveaux appareils, "ce qui reflète la volonté nationale visant à développer et à moderniser le système de transport". A cette occasion, M. Sayoud a passé en revue les expertises et les potentialités dont regorge l'Algérie dans différents domaines en lien avec les transports, soit en termes d'infrastructures que de compétences nationales chargées de la gestion des différentes structures du secteur, sans omettre l'expérience algérienne dans les systèmes modernes de transport urbain. "L'Algérie est disposée à échanger les expertises et à partager son expérience avec la République du Mozambique, notamment en matière de formation des ressources humaines et de la mise à disposition des potentialités nationales au service des projets de coopération commune, à même de contribuer au développement du secteur des transports et de la logistique et de concrétiser un partenariat fructueux

mutuellement bénéfique pour les deux pays", a-t-il dit. De son côté, le ministre des Transports et de la Logistique de la République du Mozambique a salué les réalisations de l'Algérie dans le secteur des transports, réaffirmant l'intérêt de son pays à tirer profit de l'expérience algérienne et son attachement à "renforcer la coopération bilatérale, au mieux des intérêts communs des deux pays". Les travaux de cette rencontre ont été couronnés par un accord entre les deux gouvernements, algérien et mozambicain, relatif aux services du transport aérien, afin de "concrétiser la volonté commune des deux pays de renforcer leur coopération bilatérale et de développer leur partenariat dans le domaine du transport aérien". Au terme de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé leur attachement à poursuivre le travail commun et à renforcer la coopération entre les deux pays, à même de refléter la volonté commune de promouvoir le partenariat bilatéral dans le domaine des transports et de la logistique.

R E.

3e SESSION DU CONSEIL NATIONAL SCIENTIFIQUE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Plusieurs dossiers stratégiques examinés

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a assisté à la troisième session du Conseil national scientifique de la sécurité alimentaire, consacrée à l'examen de plusieurs dossiers stratégiques liés au secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Le ministre a indiqué que les travaux de ce Conseil s'inscrivent dans la concrétisation des orientations du président de la

République visant à associer les compétences scientifiques nationales, en Algérie comme à l'étranger, à l'élaboration des politiques publiques. Parmi les principaux axes abordés lors de cette session figure le projet de création de la Banque nationale des gènes, appelée à devenir une instance nationale de conservation des ressources génétiques végétales et animales, afin de protéger le patrimoine génétique national au pro-

fit des générations futures et de renforcer la souveraineté alimentaire du pays. Les participants ont également examiné le projet d'actualisation du référentiel national des semences, en phase avec les évolutions scientifiques et technologiques, ce qui permettra aux centres de recherche et aux chercheurs algériens de développer de nouvelles variétés de semences, y compris hybrides,

adaptées aux besoins nationaux et aux défis climatiques. Les discussions ont par ailleurs porté sur les moyens de protéger les terres agricoles et d'assurer leur exploitation durable, ainsi que sur la numérisation du secteur, considérée comme un levier essentiel pour une prise de décision basée sur des données précises.

Z R.

BÉCHAR

Campagne d'information sur les mécanismes de
financement agricole au profit des agriculteurs

Une campagne d'information et de sensibilisation destinée aux agriculteurs et aux porteurs de projets agricoles sur les mécanismes de financement et les crédits bancaires dédiés au secteur agricole, proposés par la Banque nationale d'Algérie (BNA), est actuellement menée à travers la wilaya de Béchar à l'initiative de la direction régionale de cette institution bancaire publique, en coordination avec la Direction des services agricoles (DSA), a-t-on appris lundi auprès de cette dernière. Cette campagne vise à informer les agriculteurs et les porteurs de projets agricoles sur les conditions d'accès aux différents dispositifs de financement et aux crédits mis en place par la BNA dans le cadre de son accompagnement au développement des activités agri-

coles dans la wilaya, a indiqué le directeur des services agricoles, Abderabi Hamel. A travers ces mécanismes de financement, la BNA entend renforcer son soutien au secteur agricole en proposant des dispositifs adaptés aux besoins des exploitations, notamment en matière de développement, de modernisation et d'amélioration des capacités de production, a-t-il expliqué. Selon des cadres locaux de la BNA, ces financements reposent principalement sur deux types de crédits bonifiés, à savoir le crédit de campagne agricole et le crédit d'investissement agricole. Le crédit de campagne agricole constitue un prêt à court terme bénéficiant d'une bonification totale des intérêts, destiné à couvrir les besoins liés à l'ex-

ploitation courante des agriculteurs. Quant au crédit d'investissement agricole, il permet un financement à moyen et long termes pour accompagner les projets de développement et de modernisation des exploitations agricoles. Ces dispositifs permettent notamment l'acquisition d'équipements agricoles, l'extension des activités de production, le développement des cultures ainsi que la valorisation et la transformation des produits agricoles, a-t-on souligné. Par ailleurs, les agriculteurs et les coopératives agricoles peuvent également bénéficier d'autres produits financiers proposés par la BNA, notamment le crédit "FILAHA" ou encore le compte d'épargne "JINENE", selon les mêmes sources.

APS